

**BULLETIN TRIMESTRIEL  
DE CONJONCTURE**

**Suivi de la conjoncture  
financière et bancaire**

**N° 121 – décembre 2004**

**- Réunion -**

# Sommaire

---

<i>Synthèse</i>	2
<i>1. L'évolution financière</i>	4
<i>1.1 L'enquête financière auprès des établissements de crédit</i>	4
<i>1.2 Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	7
<i>1.2.1 Ensemble des actifs financiers</i>	7
<i>1.2.2 Ensemble des dépôts</i>	9
<i>1.2.3 Dépôts à vue</i>	11
<i>1.2.4 Placements liquides ou à court terme</i>	13
<i>1.2.5 Epargne à long terme</i>	15
<i>1.2.6 Données historiques sur l'épargne collectée</i>	19
<i>1.3 Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	21
<i>1.3.1 Ensemble des concours consentis</i>	21
<i>1.3.2 Concours consentis par les Etablissements de crédit locaux</i>	23
<i>1.3.3 Concours consentis par les Etablissements de crédit non installés localement</i>	27
<i>1.3.4 Données historiques sur les concours distribués</i>	29
<i>1.4 Position extérieure nette du système bancaire local</i>	32
<i>1.5 Equilibre entre épargne et crédits par agents économiques</i>	33
<i>2. Rappel des taux</i>	34
<i>2.1 Taux du marché</i>	35
<i>2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire</i>	35
<i>2.1.2 Taux de base bancaire</i>	35
<i>2.2 Taux d'intérêt légal</i>	36
<i>2.3 Taux de l'usure</i>	36
<i>2.3.1 Crédits aux particuliers</i>	36
<i>2.3.2 Crédits aux entreprises</i>	36
<i>2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	37
<i>3. Monnaie Fiduciaire</i>	40
<i>3.1 Emission de billets en euros</i>	41
<i>3.2 Emission de pièces en euros</i>	42

# Synthèse

---

La conjoncture financière mondiale du troisième et du quatrième trimestre 2004 est restée marquée par la poursuite de la hausse des prix du pétrole et l'affaiblissement du dollar sur les marchés des changes (niveau record de 1,3666 dollar pour un euro en décembre 2004). Les craintes d'un ralentissement de la croissance économique de part et d'autre de l'atlantique ont également impacté les taux de rendement des marchés obligataires et monétaires. Ainsi, les taux à long terme en France sont passés sous la barre des 4% en novembre 2004 (à 3,90%) tandis qu'aux Etats-Unis, les taux obligataires à 10 ans diminuaient de 10 points de base à 4,02% en octobre 2004.

A la Réunion, le dynamisme de l'activité des établissements de crédit locaux s'est poursuivi au troisième trimestre 2004, notamment sur le marché du financement de l'immobilier. Globalement, l'encours total des crédits octroyés par les banques locales a progressé de 10,3 % en rythme annuel au troisième trimestre, soit 184 millions d'€ (contre + 226 millions d'€ au cours du trimestre précédent) dont 119 millions d'€ de crédits à l'habitat (88 millions d'€ pour la seule clientèle des particuliers) et 58 millions d'€ de crédits d'équipement (32 millions d'€ pour les sociétés non financières). Le financement de la consommation des particuliers enregistre un net ralentissement au cours du trimestre (+ 1,6 % de progression en rythme annuel contre + 14,5 % le trimestre précédent).

L'analyse des concours accordés par les établissements de crédit locaux montre qu'au troisième trimestre 2004, les sociétés non financières ont recouru aux crédits (+ 57 millions d'€ soit + 8,7 % en rythme annuel) essentiellement pour financer leurs investissements en équipement et en immobilier (+ 50 millions d'€ soit + 13,0 % en rythme annuel) et non leurs besoins d'exploitation (+ 3 millions d'€). Les entrepreneurs individuels voient leur endettement s'accroître de 42 millions d'€ sur le trimestre (+ 22,5 % en rythme annuel), principalement sous la forme de crédits à l'habitat. S'agissant des crédits consentis aux particuliers, la hausse totale des encours de 80 millions d'€ au troisième trimestre (+ 9,7 % en rythme annuel) recouvre une augmentation des financements immobiliers (+ 88 millions d'€) et des crédits à la consommation (+ 6 millions d'€) mais une diminution sensible de l'encours des découverts.

Le système bancaire local contribue de plus en plus largement au financement de l'économie (72,6 % de l'ensemble des concours contre 70,1 % un an plus tôt) ; le niveau des engagements des établissements non installés dans le département ayant légèrement diminué sur un an (- 0,9 %) à fin septembre 2004.

La collecte de dépôts demeure également orientée à la hausse (+ 127 millions d'€ de collecte supplémentaire au cours du troisième trimestre contre + 129 millions d'€ au cours du trimestre précédent), soit une progression de + 7,2 % en rythme annuel sur le trimestre (contre + 7,5 % précédemment). L'épargne des particuliers, qui avait progressé beaucoup plus rapidement au deuxième trimestre 2004 (+ 196 millions d'€), n'augmente que de 16 millions d'€ au troisième trimestre, avec des réaffectations de ressources entre les produits liquides rémunérés aux taux du marché (- 16 millions d'€ pour les dépôts à terme et bons de caisse) et l'assurance-vie (+ 19 millions d'€ au cours du troisième trimestre).

Ce sont les sociétés non financières qui enregistrent la plus forte progression de leurs placements financiers (+ 88 millions d'€ au troisième trimestre 2004 soit + 25,9 % en rythme annuel). Ces dernières réalisent également des réallocations d'actifs au bénéfice de leurs dépôts à vue (+ 46 millions d'euros sur le trimestre) et des dépôts rémunérés aux taux de marché (+ 89 millions d'€), au détriment de leurs placements boursiers (- 44 millions d'€). Les entrepreneurs individuels voient leurs actifs financiers progresser de 17 millions d'€ (+ 14,1 % en rythme annuel) sur le troisième trimestre 2004, ce qui bénéficie également à leurs disponibilités à vue.

Dans ce contexte de croissance plus rapide des octrois de crédits que des dépôts collectés, le déficit net du système bancaire local vis-à-vis de l'extérieur s'est à nouveau creusé. Au 30 septembre 2004, il atteint 1 544 millions d'euros, soit plus de 20 % du total des crédits accordés par les banques locales. Le développement de l'activité de distribution de crédits profite d'un environnement favorable en terme de taux d'intérêts (pour mémoire, la BCE maintient depuis 2003 une politique monétaire

accommodante avec un taux de refinancement de 2%) et ne s'effectue pas au détriment de la maîtrise des risques.

En effet, l'enquête sur le **coût du crédit aux entreprises** à la Réunion, réalisée en juillet 2004, montre que les conditions de financement des investissements se sont améliorées de 22 points de base rapport au mois de janvier, le taux moyen des crédits à moyen et long terme s'établissant à 4,53 % contre 4,75 %. En revanche, pour les concours à court terme, une hausse de 37 points de base du taux moyen pondéré est constatée (6,15 % au mois de juillet 2004). Ce renchérissement des conditions débitrices de courte durée résulte principalement des découverts bancaires (+ 81 points de base) et des autres crédits à court terme (+ 79 points de base), tandis que le taux d'escompte commercial diminuait de 28 points de base. Ces évolutions sont conformes à celles observées sur le marché monétaire européen, qui semble avoir atteint un palier depuis le milieu de l'année 2003, comme sur l'ensemble du territoire français, où les taux moyens observés par la Banque de France (enquêtes dans le cadre de la détermination du taux de l'usure) s'affichent en légère hausse au troisième trimestre 2004.

S'agissant du **niveau de risque** auquel sont confrontés **les établissements locaux**, matérialisé par le rapport entre les créances douteuses brutes et le montant total des crédits consentis, il demeure faible et a atteint son plus bas niveau depuis cinq ans à 6,2 %. Au niveau national, le taux de créances douteuses brutes de l'ensemble du système bancaire est voisin de 5 %.

Enfin, les résultats de l'enquête de conjoncture réalisée au troisième trimestre auprès des dirigeants des établissements de crédit locaux confirment l'orientation favorable du secteur financier au troisième trimestre 2004, comme sur l'ensemble de l'année au regard des anticipations pour le dernier trimestre, avec une rentabilité brute d'exploitation en hausse sous l'effet d'un produit net bancaire en progression et de charges d'exploitation stables, voire en diminution.

# 1. L'évolution financière

## 1.1 L'enquête financière auprès des établissements de crédit

### ✓ **Activité**

L'enquête réalisée au troisième trimestre 2004 auprès des établissements de crédit de la place fait ressortir une nouvelle progression de la production de crédits, tandis que la collecte des dépôts affiche une légère décreue par rapport au deuxième trimestre 2004. Les productions de crédits en direction des particuliers (pour le financement de l'habitat ou à la consommation) et pour l'équipement des entreprises demeurent particulièrement dynamiques au cours du trimestre, avec des soldes d'opinion particulièrement élevés. Seuls les crédits d'exploitation aux entreprises affichent un solde d'opinion négatif, comparable à celui atteint au deuxième trimestre 2004.

Cette bonne tenue de l'activité des établissements de crédit au cours de ce trimestre avait été imparfaitement anticipée lors de l'enquête réalisée à la fin du deuxième trimestre 2004 ; les dirigeants prévoyant plutôt une moindre progression de l'activité de leurs établissements. Concernant les anticipations pour le quatrième trimestre 2004, elles demeurent positives, mais s'affichent à nouveau en baisse pour la majorité des marchés. Seule, une reprise de la production des crédits d'exploitation aux entreprises est une nouvelle fois attendue, de même qu'une accélération de la collecte des dépôts à l'occasion de la fin de l'année.

### ✓ **Exploitation**

D'après les dirigeants des établissements de crédits, le produit net bancaire et le résultat ont enregistré une nouvelle progression au troisième trimestre 2004, en liaison avec la bonne tenue de la distribution de crédit. Les commissions prélevées s'affichent également en forte hausse, après le ralentissement observé au cours des deux premiers trimestres de l'année 2004. Les charges d'exploitation, après avoir augmenté au deuxième trimestre 2004, se sont stabilisées, tandis que le coût du risque s'améliore sensiblement sur la période, conformément aux anticipations du trimestre précédent.

Une majorité des dirigeants des établissements de crédit continuent d'anticiper une moindre progression des résultats de leur établissement, en liaison notamment avec une nouvelle dégradation des commissions prélevées et du coût du risque.

### ✓ **Autres indicateurs**

L'opinion sur le climat social est appréhendée de façon stable au troisième trimestre 2004 comme pour le dernier trimestre de l'année. Par contre, une amélioration de l'environnement économique général a été perçue par les dirigeants des établissements de crédit, conformément aux anticipations du trimestre précédent.

## **Méthodologie de l'enquête**

*L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès de l'ensemble des dirigeants des établissements de crédit de la place, est réalisée trimestriellement (16 établissements sont concernés).*

Cette enquête comporte douze questions, visant à saisir, sous forme de flèches, des évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux prêts, ainsi que des opinions relatives à des situations (Produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions sur créances douteuses, résultat, effectifs, climat social et environnement économique).

Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédit ou les encours de dépôts).

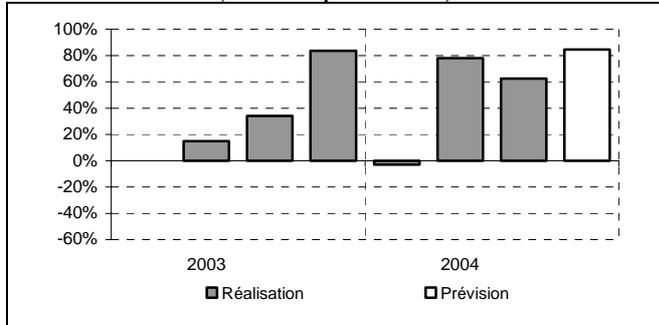
Les chiffres ainsi obtenus, donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

# 1. L'évolution financière

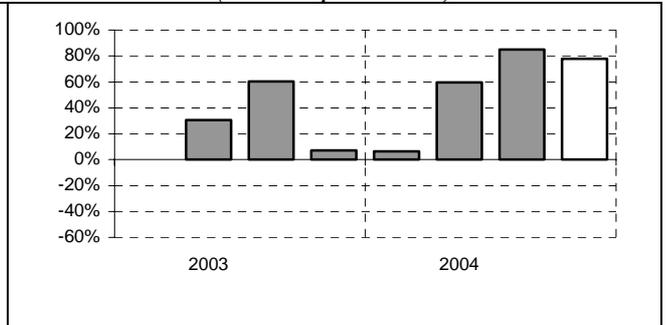
## Principaux résultats de l'enquête auprès des établissements de crédit

### Soldes d'opinions des dirigeants au 30 septembre 2004

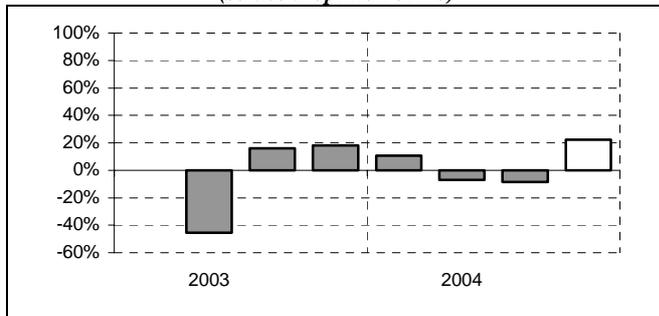
**Tendance des dépôts collectés**  
(soldes d'opinion bruts)



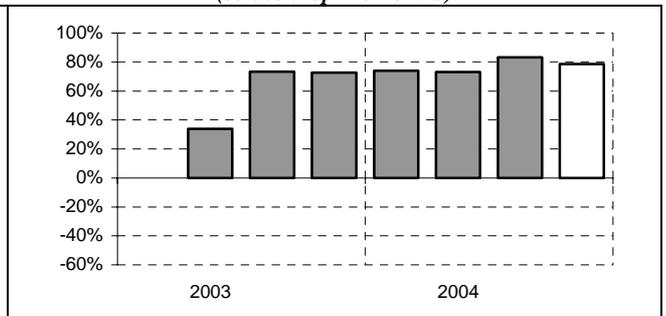
**Production de crédits d'équipement aux entreprises**  
(soldes d'opinion bruts)



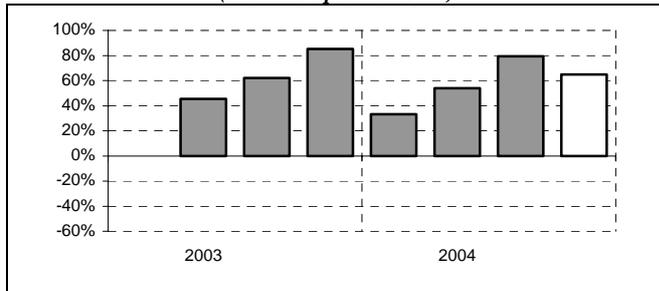
**Production de crédits d'exploitation aux entreprises**  
(soldes d'opinion bruts)



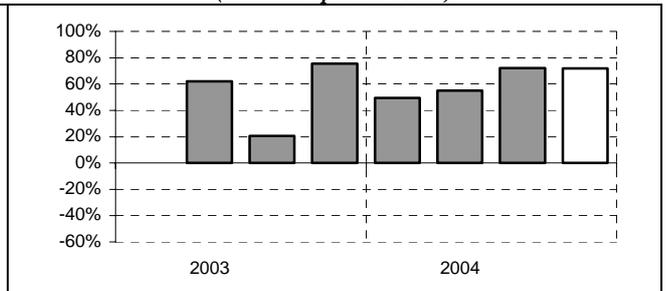
**Production de crédits à l'habitat des particuliers**  
(soldes d'opinion bruts)



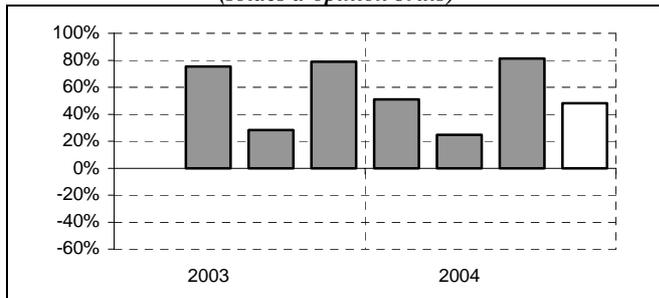
**Production de crédits à la consommation (particuliers)**  
(soldes d'opinion bruts)



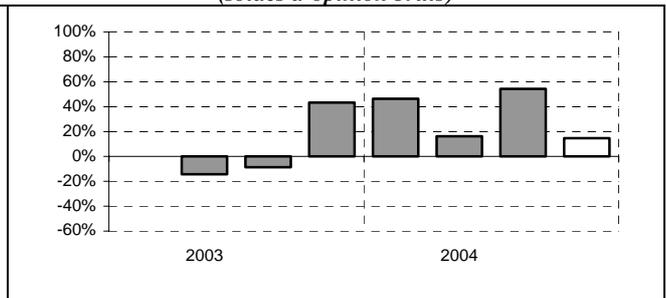
**Tendance du produit net bancaire**  
(soldes d'opinion bruts)



**Tendance des commissions prélevées**  
(soldes d'opinion bruts)



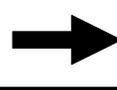
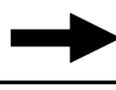
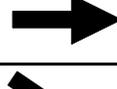
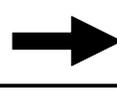
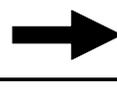
**Tendance du coût du risque**  
(soldes d'opinion bruts)



## 1. L'évolution financière

### Résultats détaillés de l'enquête auprès des établissements de crédit

Soldes d'opinions des dirigeants au 30 septembre 2004<sup>1</sup>

	<i>pour mémoire</i> <i>PREVISIONS</i> <i>établies</i> <i>au trimestre</i> <i>précédent</i>	<b>EVOLUTION</b> <b>enregistrée</b> <b>au 3ème trim. 2004</b> <b>par rapport</b> <b>au 2ème trim. 2004</b>	<b>PREVISIONS</b> <b>établies au</b> <b>3ème trim. 2004</b> <b>pour le</b> <b>4ème trim. 2004</b>
<b>1. Dépôts</b>	50,70%	 62,51%	 84,60%
<b>2. Crédits d'équipement aux entreprises</b>	28,60%	 85,03%	 77,88%
<b>3. Crédits d'exploitation aux entreprises</b>	32,20%	 -8,47%	 22,40%
<b>4. Crédits à l'habitat des Particuliers</b>	60,28%	 83,24%	 78,66%
<b>5. Crédits à la consommation des Particuliers</b>	56,24%	 79,33%	 64,94%
<b>6. Produit net bancaire</b>	21,37%	 72,23%	 71,97%
<b>7. Commissions</b>	22,81%	 81,20%	 48,23%
<b>8. Charges d'exploitation</b>	0,00%	<b>Stabilité</b> 1,10%	<b>Amélioration</b> 8,67%
<b>9. Provisions - Coût du risque</b>	40,01%	<b>Amélioration</b> 54,39%	<b>Dégradation</b> 14,71%
<b>10. Résultat</b>	6,44%	 73,07%	 70,45%
<b>11. Effectifs</b>	5,17%	 4,00%	 1,03%
<b>12. Climat social</b>	0,00%	<b>Stabilité</b> 0,00%	<b>Stabilité</b> 0,00%
<b>13. Environnement économique</b>	24,17%	<b>Amélioration</b> 27,11%	<b>Stabilité</b> 24,22%

<sup>1</sup> Etablissements concernés par cette enquête : Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi, Slibail Réunion, Réunionbail, Cmoi, Crcmmr, Cfb, Etoile Oi, Factorem et la Poste.

## 1. L'évolution financière

### 1.2 Les actifs financiers de la clientèle non financière

#### 1.2.1 Ensemble des actifs financiers

Au troisième trimestre 2004, l'encours global des actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais auprès des établissements de crédit de la Réunion s'établit à 7 371 millions d'euros et progresse de + 7,2 % en rythme annuel sur le troisième trimestre 2004 (contre + 7,5 % au deuxième trimestre). La progression observée sur les douze derniers mois s'établit ainsi à + 7,3 % (contre + 8,9 % à la fin du trimestre précédent).

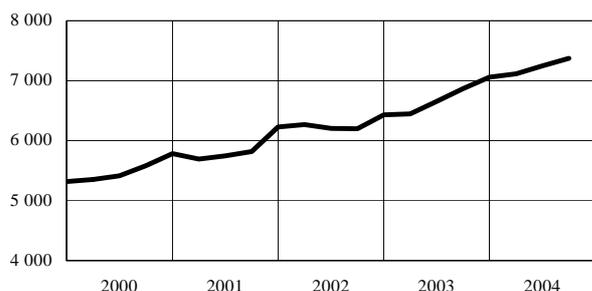
Au sein de ces actifs, le poids des placements à long terme décroît légèrement entre le deuxième et le troisième trimestre, mais ils représentent encore à fin septembre 2004 une proportion de 35,4 % de l'ensemble des actifs financiers détenus, contre 33,3 % un an auparavant. Cette évolution s'explique par le recul des placements longs (notamment des sociétés non financière) au cours du trimestre et par la hausse des placements à court terme. Il convient de noter que l'épargne à long terme représentait au cours des années 2000 et 2001 une proportion plus élevée (maximum de 38,4 % atteint à fin juin 2000).

Les particuliers demeurent les principaux détenteurs de l'épargne financière collectée dans le département (64,3 % en septembre 2004) devant les sociétés non financières (21,5 %). L'épargne des particuliers est majoritairement dirigée vers les placements à long terme (44,9 % en septembre 2004 contre 43,6 % un an auparavant), tandis que celle des sociétés non financières est plutôt conservée sous forme de liquidités à vue (48,4 % en septembre 2004), même si le poids des placements à long terme progresse par rapport à septembre 2003 (13,1 % actuellement contre 9,9 % précédemment), malgré une diminution enregistrée sur le dernier trimestre (maximum de 16,7 % atteint en juin 2004).

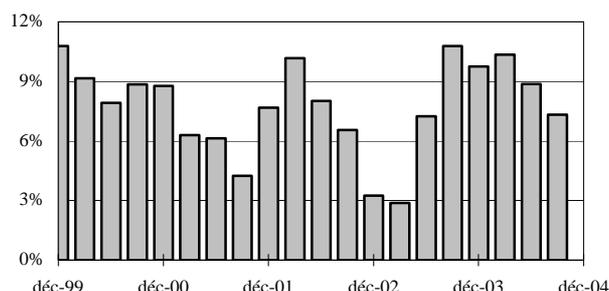
#### Evolution des actifs financiers

##### Ensemble des actifs financiers

en millions d'euros

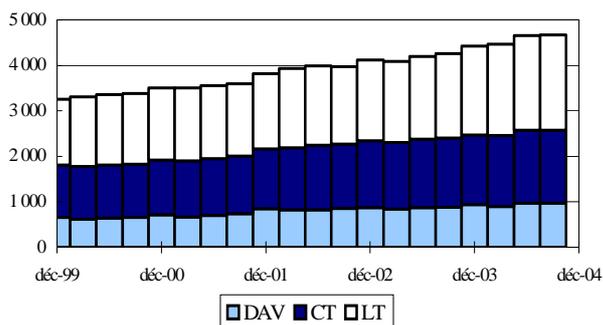


Variations trimestrielles en glissement annuel



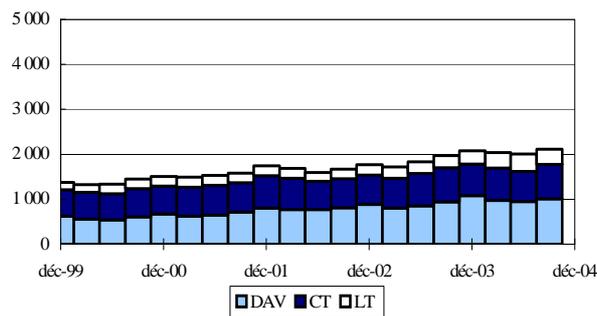
##### Actifs financiers des particuliers

en millions d'euros



##### Actifs financiers des entreprises

en millions d'euros



## 1. L'évolution financière

### Répartition des actifs financiers par catégorie de placement

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
En millions d'euros				
Au 30 septembre 2004	2 178	2 583	2 610	<b>7 371</b>
Part en %	29,5%	35,0%	35,4%	<b>100%</b>
Au 30 septembre 2003	1 995	2 586	2 286	<b>6 868</b>
Part en %	29,1%	37,7%	33,3%	<b>100%</b>

### Evolution en glissement annuel

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Placements à long terme	Total
Variation 2004 / 2003				
En millions d'euros	182	-4	324	<b>503</b>
Variation en %	9,1%	-0,1%	14,2%	<b>7,3%</b>
Variation 2003 / 2002				
En millions d'euros	159	297	212	<b>668</b>
Variation en %	8,6%	13,0%	10,2%	<b>10,8%</b>

### Répartition des actifs financiers par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 septembre 2004	4 674	528	1 581	588	<b>7 371</b>
Part en %	63,4%	7,2%	21,5%	8,0%	<b>100%</b>
Au 30 septembre 2003	4 258	500	1 469	641	<b>6 868</b>
Part en %	62,0%	7,3%	21,4%	9,3%	<b>100%</b>

### Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	416	28	112	-53	<b>503</b>
Variation en %	9,8%	5,5%	7,6%	-8,3%	<b>7,3%</b>
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	287	42	255	84	<b>668</b>
Variation en %	7,2%	9,3%	21,0%	15,1%	<b>10,8%</b>

# 1. L'évolution financière

## 1.2.2 Ensemble des dépôts (à vue, liquide et à court terme)

L'encours de l'ensemble des dépôts détenus par les agents économiques réunionnais progresse sensiblement au cours du troisième trimestre 2004 (+ 13,7 % en rythme annuel contre + 1,2 % le trimestre précédent et - 3,5 % au premier trimestre) pour atteindre 4.760 millions d'euros à fin septembre 2004 (4.610 millions d'euros à fin juin 2004). Cette évolution peut s'expliquer par un transfert d'actifs à long terme, qui se contractent de - 3,6 % au troisième trimestre 2004.

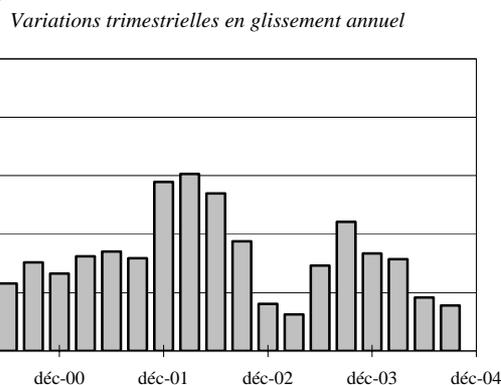
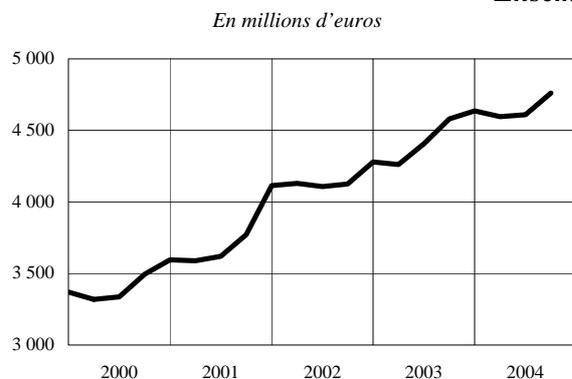
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
<b>Progression en rythme annuel</b>				
Année 2001	-0,8%	3,6%	17,9%	41,5%
Année 2002	1,7%	-2,3%	1,8%	15,9%
Année 2003	-1,8%	14,5%	16,8%	5,0%
Année 2004	-3,5%	1,2%	13,7%	

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
<b>Variations trimestrielles en glissement annuel</b>				
	8,1%	8,5%	7,9%	14,5%
	15,1%	13,5%	9,4%	4,0%
	3,1%	7,3%	11,1%	8,3%
	7,9%	4,6%	3,9%	

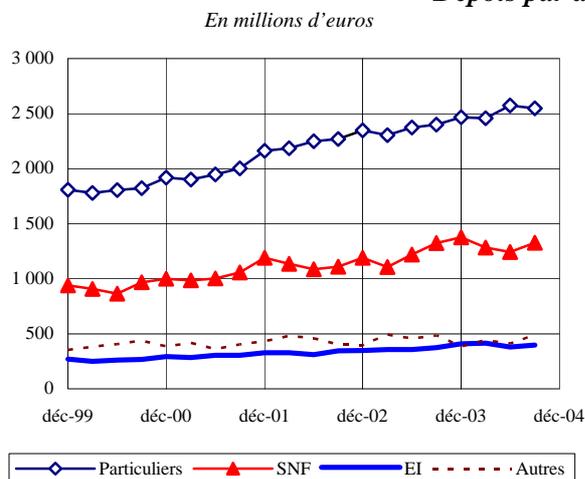
Sur douze mois, le rythme de progression de l'ensemble des dépôts continue de ralentir (+ 3,9 % de septembre 2003 à septembre 2004 après + 4,6 % de juin 2003 à juin 2004 et + 7,9 % à fin mars 2004). Les particuliers enregistrent toujours le taux de progression le plus élevé (+ 6,2 % sur un an).

## Evolution des dépôts

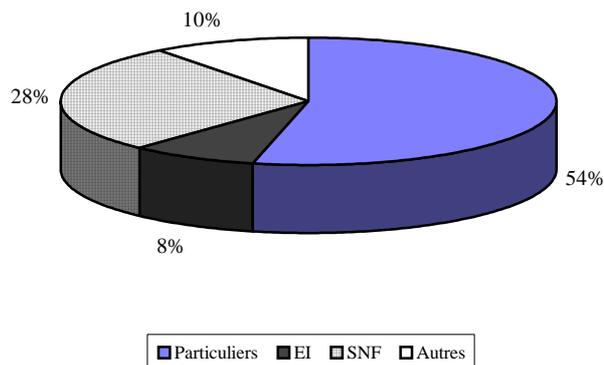
### Ensemble des dépôts



### Dépôts par agent économique



### Répartition par agent économique



## 1. L'évolution financière

### Répartition des dépôts par nature

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
En millions d'euros			
Au 30 septembre 2004	2 178	2 583	4 760
Part en %	45,7%	54,3%	100%
Au 30 septembre 2003	1 995	2 586	4 582
Part en %	43,6%	56,4%	100%

### Evolution en glissement annuel

	Dépôts à vue	Placements liquides ou à court terme	Total
Variation 2004 / 2003			
En millions d'€	182	-4	179
Variation en %	9,1%	-0,1%	3,9%
Variation 2003 / 2002			
En millions d'€	159	297	456
Variation en %	8,6%	13,0%	11,1%

### Répartition des dépôts par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 septembre 2004	2 548	397	1 328	487	4 760
Part en %	53,5%	8,3%	27,9%	10,2%	100%
Au 30 septembre 2003	2 400	375	1 324	483	4 582
Part en %	52,4%	8,2%	28,9%	10,5%	100%

### Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	148	23	4	4	179
Variation en %	6,2%	6,0%	0,3%	0,8%	3,9%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	131	30	213	81	456
Variation en %	5,8%	8,8%	19,2%	20,1%	11,1%

# 1. L'évolution financière

## 1.2.3 Dépôts à vue

Comme au cours des années précédentes, la croissance des encours des dépôts à vue s'accélère au troisième trimestre 2004, pour atteindre + 13,9 % en rythme annuel (contre + 6,0 % au second trimestre). Le rythme de progression sur douze mois s'inscrit toutefois en léger recul par rapport au trimestre précédent (+ 9,1 % entre septembre 2003 et septembre 2004 contre + 10,9 % à la fin du trimestre précédent).

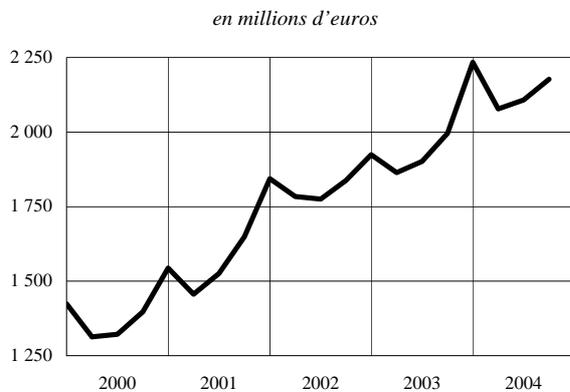
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
<b>Progression en rythme annuel</b>				
Année 2001	-21,0%	20,5%	36,3%	56,5%
Année 2002	-12,4%	-1,9%	14,6%	20,4%
Année 2003	-11,9%	8,3%	21,3%	57,2%
Année 2004	-25,2%	6,0%	13,9%	

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
<b>Variations trimestrielles en glissement annuel</b>				
	10,9%	15,4%	18,0%	19,4%
	22,5%	16,4%	11,4%	4,4%
	4,5%	7,1%	8,6%	16,1%
	11,5%	10,9%	9,1%	

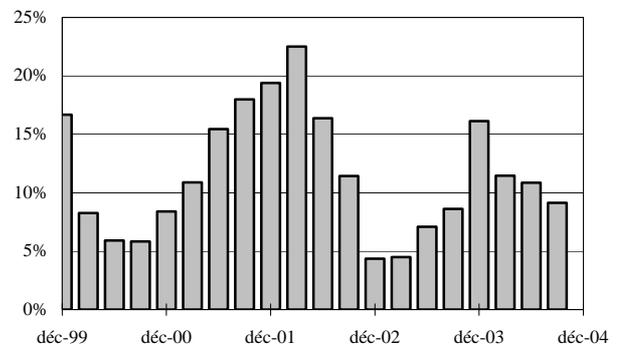
Les encours de dépôts à vue détenus par tous les types d'agents économiques progressent au troisième trimestre 2004, certains faiblement comme les particuliers (+ 0,8 % en rythme annuel au troisième trimestre et + 10,8 % de septembre 2003 à septembre 2004), d'autres rapidement comme les sociétés non financières (+ 28,2 % en rythme annuel au troisième trimestre et + 6,6 % de septembre 2003 à septembre 2004), faisant suite à deux trimestres consécutifs de baisse (- 25,2 % en rythme annuel au premier trimestre 2004 et - 10,9 % au second trimestre).

## Evolution des dépôts à vue

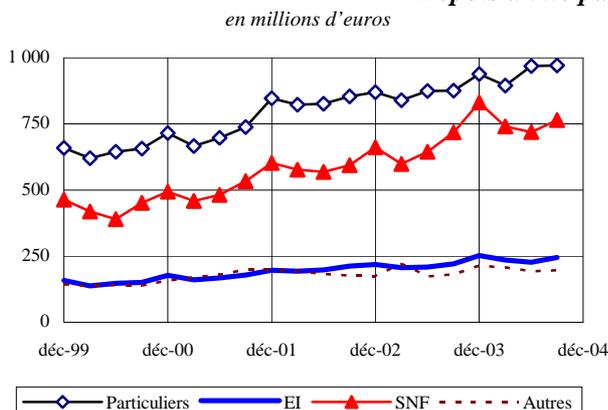
### Ensemble des dépôts à vue



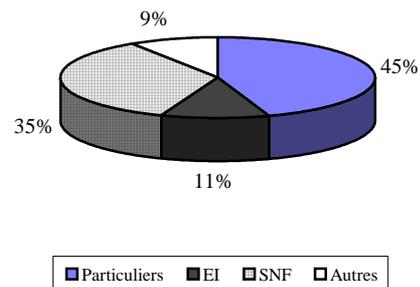
### Variations trimestrielles en glissement annuel



### Dépôts à vue par agent économique

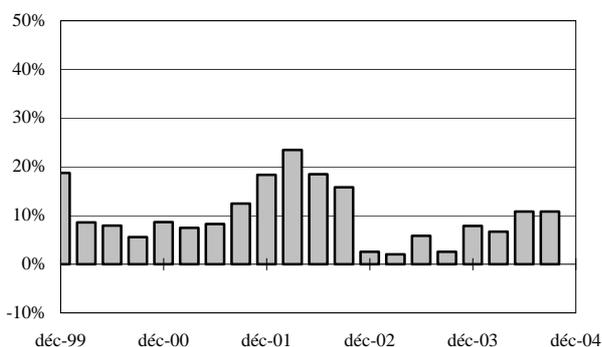


### Répartition par agent économique

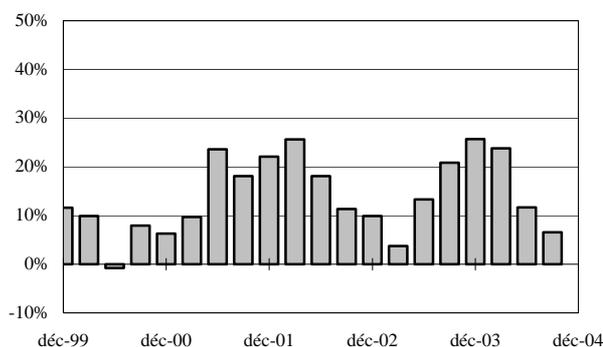


# 1. L'évolution financière

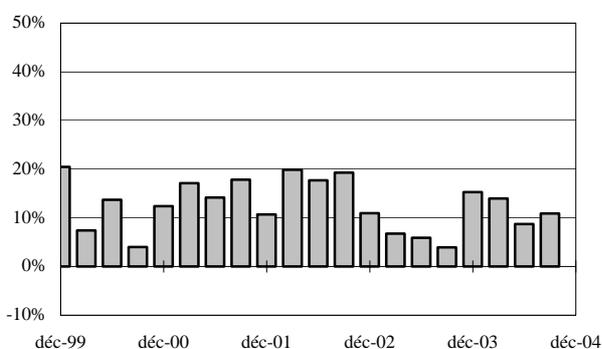
**Dépôts à vue des particuliers**  
Variations trimestrielles en glissement annuel



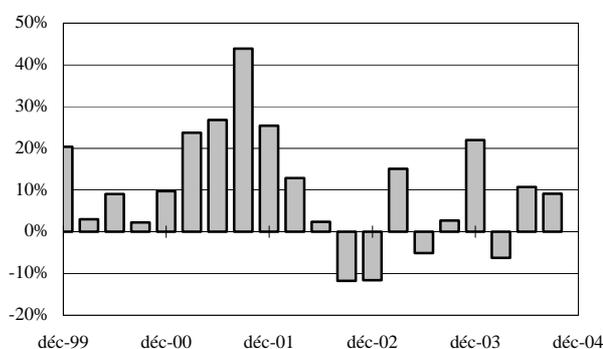
**Dépôts à vue des sociétés non financières**  
Variations trimestrielles en glissement annuel



**Dépôts à vue des entrepreneurs individuels**  
Variations trimestrielles en glissement annuel



**Dépôts à vue des autres agents économiques**  
Variations trimestrielles en glissement annuel



## Répartition des dépôts à vue par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 septembre 2004	971	245	765	197	2 178
Part en %	44,6%	11,2%	35,1%	9,1%	100%
Au 30 septembre 2003	876	221	718	181	1 995
Part en %	43,9%	11,1%	36,0%	9,1%	100%

## Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	95	24	47	17	182
Variation en %	10,8%	10,9%	6,6%	9,1%	9,1%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	22	8	124	5	159
Variation en %	2,5%	3,9%	20,8%	2,7%	8,6%

# 1. L'évolution financière

## 1.2.4 Placements liquides ou à court terme<sup>1</sup>

Les placements liquides ou à court terme continuent d'afficher une légère diminution de leur collecte par rapport à l'année précédente (- 0,1 % entre septembre 2003 et septembre 2004 après - 0,2 % entre juin 2003 et juin 2004), mais ils s'inscrivent en progression sur le troisième trimestre 2004 (+ 13,6 % en rythme annuel soit un rythme comparable à celui observé au troisième trimestre 2003).

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	16,9%	-6,9%	5,8%	30,7%
Année 2002	14,3%	-2,6%	-7,1%	12,3%
Année 2003	7,1%	19,5%	13,5%	-25,5%
Année 2004	20,6%	-2,6%	13,6%	

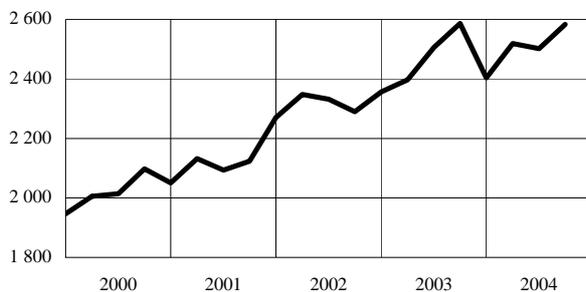
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	6,3%	4,0%	1,2%	10,7%
	10,1%	11,4%	7,8%	3,8%
	2,1%	7,5%	13,0%	2,0%
	5,1%	-0,2%	-0,1%	

La collecte sous forme de comptes d'épargne à régime spécial (comptes sur livrets et comptes d'épargne logement) progresse modérément au troisième trimestre 2004 (+ 2,0 % en rythme annuel et + 6,8 % en glissement sur douze mois) ; les livrets A des caisses d'épargne enregistrant même pour le deuxième trimestre consécutif une baisse des encours collectés (- 2,6 % en rythme annuel après - 3,4 % au deuxième trimestre). Les produits rémunérés aux taux de marché s'inscrivent par contre en forte hausse sur le troisième trimestre (+ 34,8 % en rythme annuel) mais en sensible baisse par rapport à l'année précédente (- 9,2 % entre septembre 2003 et septembre 2004).

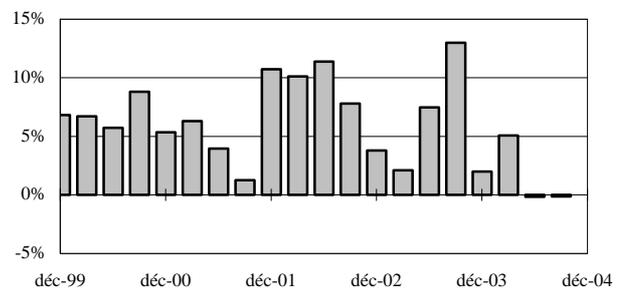
## Evolution des placements liquides ou à court terme

### Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros

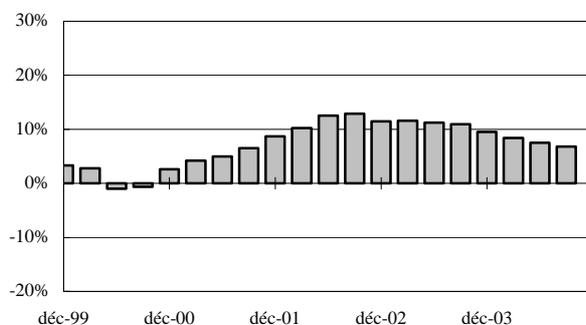


Variations trimestrielles en glissement annuel

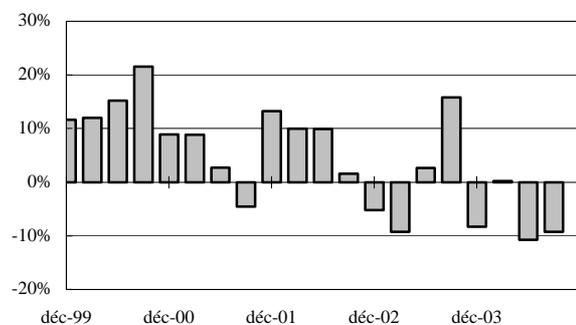


### Comptes d'épargne à régime spécial

Variations trimestrielles en glissement annuel



### Placements indexés sur le taux du marché monétaire - Variations trimestrielles en glissement annuel



<sup>1</sup> Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles, sans risque de perte en capital, c'est-à-dire les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A, livrets ordinaires, livrets Jeunes, livrets d'épargne populaire, comptes de développement industriel, comptes d'épargne logement.) et les produits indexés sur le taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôt, OPCVM monétaires).

## 1. L'évolution financière

### Répartition des placements liquides / à court terme par catégorie de placement

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
En millions d'euros							
Au 30 septembre 2004	1 347	220	364	37	175	440	2 583
Part en %	52,2%	8,5%	14,1%	1,4%	6,8%	17,1%	100%
Au 30 septembre 2003							
Au 30 septembre 2003	1 259	209	355	52	224	487	2 586
Part en %	48,7%	8,1%	13,7%	2,0%	8,7%	18,8%	100%

### Evolution en glissement annuel

	Comptes sur livrets	Comptes d'épargne-logement	Dépôts à terme	Bons de caisse	Certificats de dépôt	OPCVM monétaires	Total
Variation 2004 / 2003							
En millions d'euros							
En millions d'euros	88	11	9	-15	-49	-47	-4
Variation en %	7,0%	5,3%	2,4%	-29,5%	-21,9%	-9,7%	-0,1%
Variation 2003 / 2002							
En millions d'euros							
En millions d'euros	130	14	-13	-12	30	147	297
Variation en %	11,6%	7,5%	-3,4%	-18,3%	15,6%	43,0%	13,0%

### Répartition des placements liquides / à court terme par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 septembre 2004	1 603	152	610	217	2 583
Part en %	62,1%	5,9%	23,6%	8,4%	100%
Au 30 septembre 2003					
Au 30 septembre 2003	1 524	154	606	302	2 586
Part en %	58,9%	6,0%	23,4%	11,7%	100%

### Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros					
En millions d'euros	79	-1	4	-86	-4
Variation en %	5,2%	-0,9%	0,7%	-28,4%	-0,1%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros					
En millions d'euros	110	22	90	76	297
Variation en %	7,8%	16,5%	17,4%	33,7%	13,0%

# 1. L'évolution financière

## 1.2.5 Epargne à long terme<sup>1</sup>

Les placements à long terme diminuent légèrement au troisième trimestre 2004 (- 3,6 % en rythme annuel) pour atteindre 2 610 millions d'euros en septembre 2004 (contre 2 635 millions d'euros en juin 2004), mettant ainsi fin à sept trimestres consécutifs de progression depuis le point bas de septembre 2002. Sur douze mois, la progression des placements à long terme atteint toutefois + 14,2 % (entre septembre 2003 et septembre 2004).

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	0,5%	4,7%	-14,0%	14,0%
Année 2002	4,1%	-7,0%	-4,4%	15,6%
Année 2003	6,8%	11,6%	7,1%	25,6%
Année 2004	17,3%	19,6%	-3,6%	

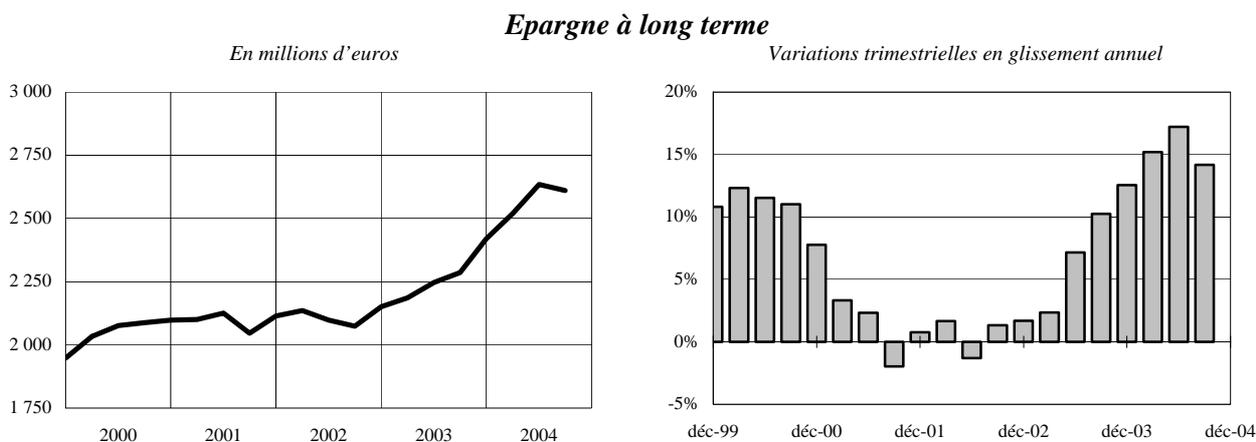
	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	3,3%	2,3%	-2,0%	0,8%
	1,7%	-1,3%	1,3%	1,7%
	2,4%	7,1%	10,2%	12,5%
	15,2%	17,2%	14,2%	

Des progressions sont une nouvelle fois enregistrées par les placements en OPCVM titres (+ 5,3 % en rythme annuel sur le troisième trimestre après + 37,0 % au deuxième trimestre et + 41,7 % au premier) et par les placements en assurance-vie (+ 8,9 % en rythme annuel au troisième trimestre après + 20,9 % au deuxième trimestre et + 16,7 % au premier). Les plans d'épargne logement s'inscrivent également en légère hausse sur le troisième trimestre (+ 2,3 % en rythme annuel après + 1,1 % au deuxième trimestre), de même que les placements obligataires détenus par les agents économiques (+ 51,9 % en rythme annuel au troisième trimestre contre - 23,7 % au deuxième trimestre).

En sens inverse, les placements en actions baissent très fortement au cours du troisième trimestre (- 85,4 % en rythme annuel) ramenant la progression de ces produits sur une année à + 0,6 % (évolution observée entre septembre 2003 et septembre 2004). Les encours des plans d'épargne populaires, malgré une remontée enregistrée durant l'année 2003, continuent également de décroître sensiblement.

L'épargne à long terme des sociétés non financières est en net recul au troisième trimestre 2004 (- 53,9 % en rythme annuel), mais progresse toutefois de + 42,1 % entre septembre 2003 et septembre 2004 (après + 39,6 % au cours des douze mois précédents). Celle des particuliers augmente de + 3,3 % en rythme annuel au troisième trimestre et de + 14,3 % entre septembre 2003 et septembre 2004. Les placements à long terme ne représentent cependant qu'une faible proportion des disponibilités financières des sociétés non financières (13,0 % en septembre 2004 après 16,7 % en juin 2004) alors qu'ils en représentent 44,9 % pour les particuliers (44,7 % en juin 2004).

## Evolution de l'épargne à long terme



<sup>1</sup> La collecte des statistiques relatives à l'épargne à long terme des agents résidant dans le département présente quelques difficultés susceptibles d'affecter les résultats et l'analyse. Les chiffres présentés ci-après n'incluent en effet que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne tiennent pas compte des données relatives aux contrats souscrits auprès des compagnies d'assurance. Les données obtenues permettent toutefois d'estimer les montants investis par les résidents à la Réunion sous forme de placements longs. Ces chiffres n'incluent pas non plus les achats de titres réalisés par les épargnants réunionnais par le biais des courtiers en ligne sur internet.

## 1. L'évolution financière

### Répartition de l'épargne à long terme par catégorie de placement

	Actions et obligations	OPCVM titres	PEL - PEP *	Autres actifs **	Total
En millions d'euros					
Au 30 septembre 2004	323	393	953	942	2 610
Part en %	12,4%	15,0%	36,5%	36,1%	100%
Au 30 septembre 2003	313	299	904	770	2 286
Part en %	13,7%	13,1%	39,5%	33,7%	100%

\* Plans d'épargne-logement (PEL) et plans d'épargne populaire (PEP)

\*\* inclut principalement les contrats d'assurance-vie

### Evolution en glissement annuel

	Actions et obligations	OPCVM titres	PEL - PEP	Autres actifs	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	10	94	48	172	324
Variation en %	3,1%	31,6%	5,4%	22,3%	14,2%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	35	47	62	68	212
Variation en %	12,7%	18,7%	7,4%	9,6%	10,2%

### Répartition de l'épargne à long terme par agent économique

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 septembre 2004	2 100	130	206	174	2 610
Part en %	80,4%	5,0%	7,9%	6,7%	100%
Au 30 septembre 2003	1 858	125	145	158	2 286
Part en %	81,3%	5,5%	6,4%	6,9%	100%

### Evolution en glissement annuel

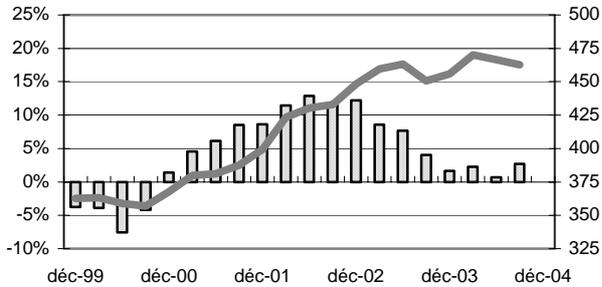
	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	242	5	61	16	324
Variation en %	13,0%	3,9%	42,1%	10,1%	14,2%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	155	12	41	3	212
Variation en %	9,1%	10,7%	39,6%	2,2%	10,2%

# 1. L'évolution financière

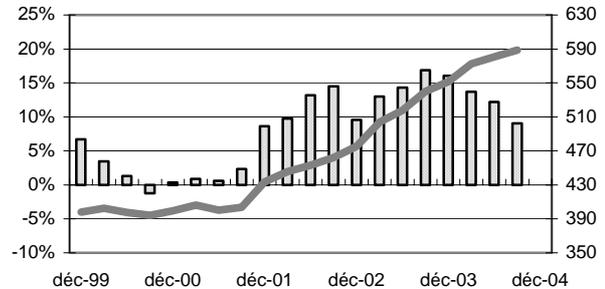
Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
 et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

## Produits de placements liquides ou à court terme

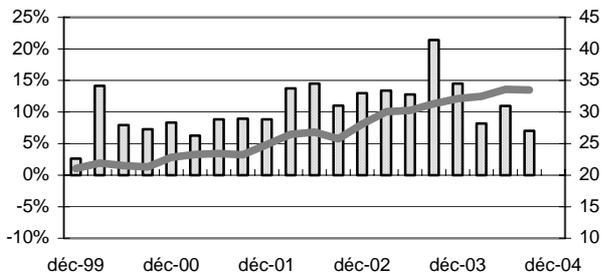
*Livrets 'A' des caisses d'épargne*



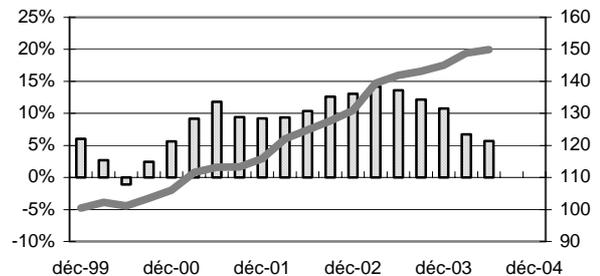
*Livrets ordinaires*



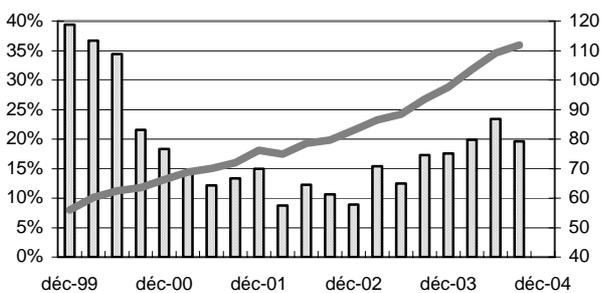
*Livrets jeunes*



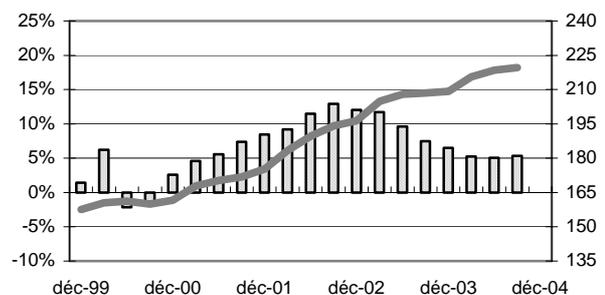
*Codevi (comptes de développement industriel)*



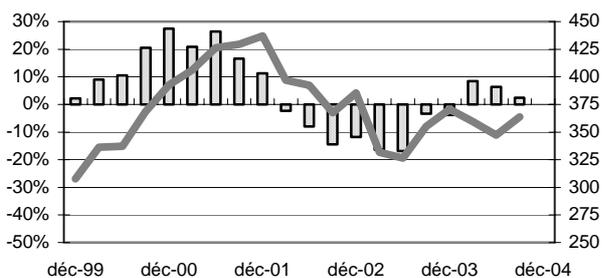
*Livrets d'épargne populaire*



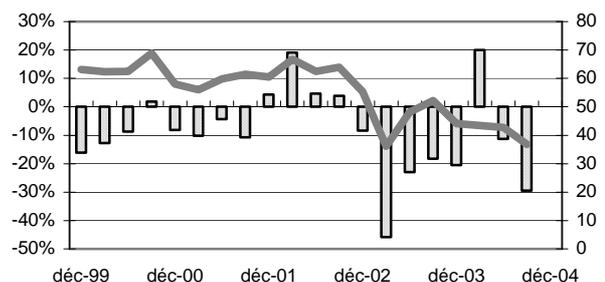
*Comptes d'épargne logement*



*Dépôts à terme*



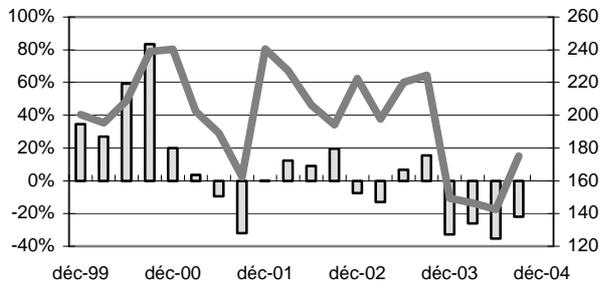
*Bons de caisse et bons d'épargne*



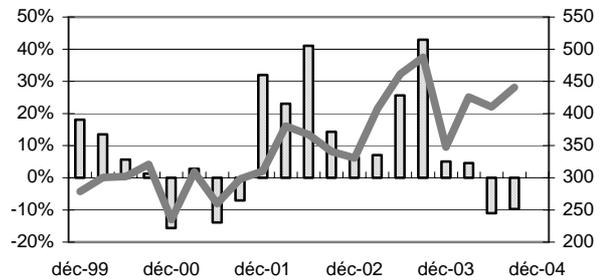
# 1. L'évolution financière

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
 et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

## Certificats de dépôts négociables

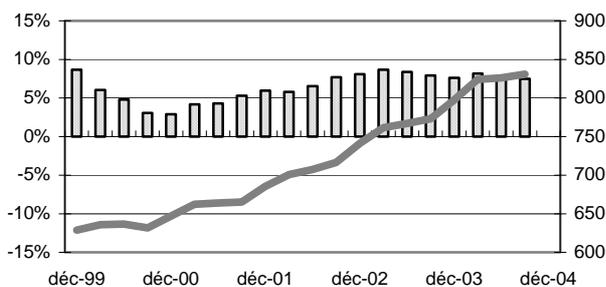


## OPCVM monétaires

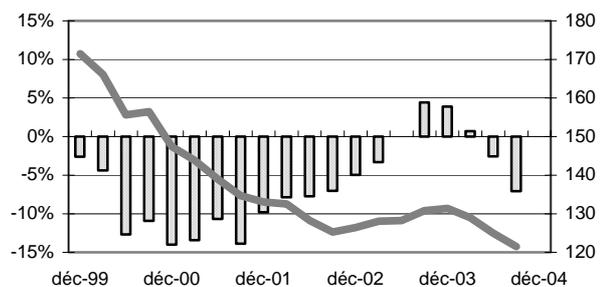


## Produits d'épargne à long terme

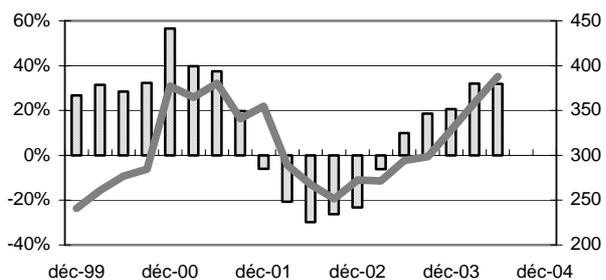
### Plans d'épargne logement



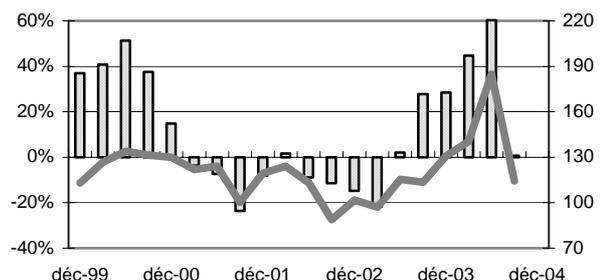
### Plans d'épargne populaire



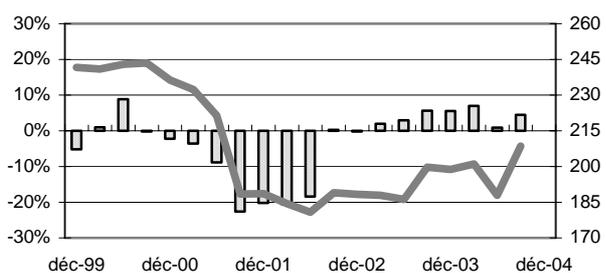
### OPCVM titres en portefeuille titres



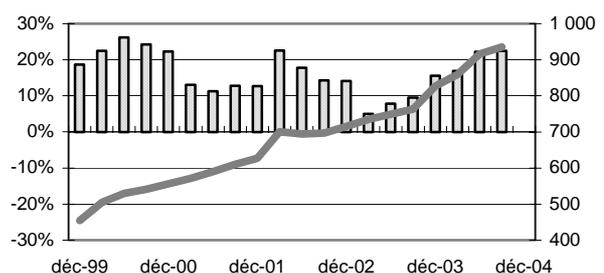
### Actions en portefeuille titres



### Obligations en portefeuille titres



### Assurance-vie



# 1. L'évolution financière

## 1.2.6 Données historiques sur l'épargne collectée

### Répartition de l'épargne collectée par catégorie de placements

	12-00	12-01	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04
<i>En millions d'euros</i>											
Dépôts à vue	1 544	1 844	1 837	1 924	1 864	1 902	1 995	2 234	2 078	2 108	2 178
Placements liquides	2 050	2 274	2 289	2 356	2 397	2 506	2 586	2 403	2 518	2 502	2 583
(dt) Comptes d'épargne	1 124	1 226	1 322	1 362	1 424	1 450	1 467	1 491	1 543	1 559	1 567
(dt) Livrets 'A'	368	400	433	448	460	463	451	456	470	466	463
(dt) Livrets ordinaires	399	434	462	475	504	518	540	552	573	581	589
(dt) Livrets jeunes	23	25	26	28	30	30	31	32	32	34	33
(dt) Livrets d'épargne populaire	66	76	80	83	86	88	94	98	104	109	112
(dt) Codevi	106	116	128	131	139	142	143	145	149	150	150
(dt) Livrets d'épargne logement	162	175	194	196	205	208	209	209	216	219	220
(dt) Rémunéré à taux de marché	926	1 049	967	994	973	1 056	1 119	912	975	943	1 016
(dt) Dépôts à terme	392	437	368	385	332	326	355	371	359	347	364
(dt) Bons de caisse	58	60	64	55	36	48	52	44	43	43	37
(dt) Certificats de dépôt	240	241	194	222	198	220	224	149	146	142	175
(dt) OPCVM monétaires	235	311	341	331	407	461	487	348	426	410	440
Placements à long terme	2 099	2 115	2 074	2 151	2 187	2 248	2 286	2 420	2 519	2 635	2 610
(dt) Comptes d'épargne	799	825	847	873	895	903	911	936	960	958	959
(dt) Plans d'épargne logement	647	686	716	741	762	767	773	798	824	826	831
(dt) Plans d'épargne populaire	147	133	125	126	128	128	131	131	129	125	122
(dt) Autres comptes d'épargne	4	6	6	5	5	8	7	7	7	7	7
(dt) Placements boursiers	1 300	1 290	1 227	1 278	1 292	1 345	1 375	1 485	1 559	1 676	1 651
(dt) OPCVM titres	377	355	252	273	272	294	299	329	358	388	393
(dt) Actions en portefeuille	366	119	89	102	97	115	114	131	141	185	114
(dt) Obligations en portefeuille		189	189	188	188	186	200	199	201	188	209
(dt) Assurance-vie	556	627	697	715	735	749	763	827	859	916	935
<b>Total</b>	<b>5 693</b>	<b>6 233</b>	<b>6 200</b>	<b>6 431</b>	<b>6 448</b>	<b>6 655</b>	<b>6 868</b>	<b>7 058</b>	<b>7 115</b>	<b>7 244</b>	<b>7 371</b>

# 1. L'évolution financière

## Répartition de l'épargne collectée par agents économiques

	12-00	12-01	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	3 506	3 817	3 971	4 117	4 085	4 196	4 258	4 424	4 464	4 658	4 674
(dt) Dépôts à vue	716	847	855	869	839	874	876	938	896	969	971
(dt) Comptes d'épargne	1 019	1 111	1 198	1 235	1 275	1 312	1 325	1 346	1 393	1 408	1 419
(dt) Plans d'épargne	718	743	766	806	810	816	824	846	849	869	871
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	161	181	175	200	142	133	144	131	114	141	125
(dt) OPCVM monétaires	25	28	41	42	48	54	55	53	56	57	59
(dt) Actions, obligations, titres	312	280	239	249	237	257	270	283	297	299	294
(dt) Assurance-vie	556	627	697	715	735	749	763	827	859	916	935
Entrepreneurs individuels	400	444	458	448	475	478	500	537	567	511	528
(dt) Dépôts à vue	178	197	212	218	206	209	221	252	235	227	245
(dt) Comptes d'épargne	71	79	87	90	95	98	100	103	106	103	104
(dt) Plans d'épargne	81	81	80	66	84	85	86	88	111	88	88
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	41	49	41	34	50	44	49	48	68	44	42
(dt) OPCVM monétaires	2	2	5	5	5	5	5	5	4	6	6
(dt) Actions, obligations, titres	28	35	33	35	35	38	40	41	42	42	43
Sociétés non financières	1 106	1 301	1 214	1 319	1 239	1 358	1 469	1 538	1 470	1 493	1 581
(dt) Dépôts à vue	493	602	594	661	598	644	718	831	740	719	765
(dt) Comptes d'épargne	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4	1
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	414	460	368	396	332	380	401	348	325	309	366
(dt) OPCVM monétaires	91	130	148	133	178	195	204	196	217	211	243
(dt) Actions, obligations, titres	108	108	104	128	131	138	145	162	187	250	206
Sociétés d'assurance	165	184	173	157	165	159	164	190	178	177	181
(dt) Dépôts à vue	24	28	32	19	30	18	30	38	26	24	28
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	3	4	4	4	4	4	4	5	5	6	10
(dt) OPCVM monétaires	3	5	7	5	5	4	4	7	9	13	6
(dt) Actions, obligations, titres	135	147	131	129	126	132	126	139	139	134	137
Administrations privées	404	406	297	314	367	360	369	267	318	292	291
(dt) Dépôts à vue	102	137	116	127	159	122	122	142	131	130	127
(dt) Comptes d'épargne	17	18	17	18	20	19	20	21	22	22	21
(dt) Plans d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
(dt) Dépôts à terme, bons, CDN	28	26	16	10	15	20	19	20	27	19	19
(dt) OPCVM monétaires	100	135	129	137	152	179	188	62	115	97	98
(dt) Actions, obligations, titres	155	91	21	22	20	20	20	22	23	24	25
Administrations publiques	41	10	18	18	11	12	12	16	18	15	15
Adm. de Sécurité Sociale	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Autres agents	71	70	67	58	104	91	95	86	100	98	99
<b>Total</b>	<b>5 693</b>	<b>6 233</b>	<b>6 200</b>	<b>6 431</b>	<b>6 448</b>	<b>6 655</b>	<b>6 868</b>	<b>7 058</b>	<b>7 115</b>	<b>7 244</b>	<b>7 371</b>

	12-00	12-01	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04
--	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

En millions d'euros

Particuliers	3 506	3 817	3 971	4 117	4 085	4 196	4 258	4 424	4 464	4 658	4 674
(dt) Dépôts à vue	20,4%	22,2%	21,5%	21,1%	20,5%	20,8%	20,6%	21,2%	20,1%	20,8%	20,8%
(dt) Placements liquides	34,3%	34,6%	35,6%	35,9%	35,8%	35,7%	35,8%	34,6%	35,0%	34,5%	34,3%
(dt) Placements à long terme	45,2%	43,2%	42,9%	43,0%	43,6%	43,4%	43,6%	44,2%	44,9%	44,7%	44,9%
Entrepreneurs individuels	400	444	458	448	475	478	500	537	567	511	528
(dt) Dépôts à vue	44,4%	44,4%	46,4%	48,7%	43,3%	43,7%	44,1%	46,9%	41,5%	44,5%	46,4%
(dt) Placements liquides	28,5%	29,5%	28,8%	28,8%	31,7%	30,6%	30,8%	29,0%	31,6%	30,0%	28,9%
(dt) Placements à long terme	27,1%	26,1%	24,7%	22,5%	25,0%	25,7%	25,1%	24,0%	27,0%	25,5%	24,7%
Sociétés non financières	1 106	1 301	1 214	1 319	1 239	1 358	1 469	1 538	1 470	1 493	1 581
(dt) Dépôts à vue	44,6%	46,3%	48,9%	50,2%	48,2%	47,4%	48,9%	54,1%	50,4%	48,2%	48,4%
(dt) Placements liquides	45,7%	45,4%	42,5%	40,1%	41,2%	42,4%	41,3%	35,4%	36,9%	35,1%	38,6%
(dt) Placements à long terme	9,7%	8,3%	8,6%	9,7%	10,6%	10,2%	9,9%	10,5%	12,7%	16,7%	13,1%
Sociétés d'assurance	165	184	173	157	165	159	164	190	178	177	181
(dt) Dépôts à vue	14,4%	15,0%	18,3%	12,0%	18,2%	11,5%	18,2%	20,3%	14,5%	13,5%	15,7%
(dt) Placements liquides	3,6%	5,0%	6,2%	5,8%	5,7%	5,6%	5,2%	6,3%	7,7%	10,5%	8,8%
(dt) Placements à long terme	82,0%	80,0%	75,4%	82,2%	76,1%	83,0%	76,7%	73,4%	77,8%	76,0%	75,5%
Administrations privées	404	406	297	314	367	360	369	267	318	292	291
(dt) Dépôts à vue	25,2%	33,7%	38,8%	40,6%	43,4%	33,8%	33,0%	53,1%	41,1%	44,5%	43,8%
(dt) Placements liquides	36,2%	44,0%	54,2%	52,6%	51,1%	60,5%	61,6%	38,5%	51,7%	47,3%	47,7%
(dt) Placements à long terme	38,5%	22,3%	6,9%	6,9%	5,4%	5,7%	5,4%	8,4%	7,2%	8,3%	8,5%
Autres	113	81	86	77	115	104	108	103	118	114	116

Dépôts à vue	1 544	1 844	1 837	1 924	1 864	1 902	1 995	2 234	2 078	2 108	2 178
(dt) Particuliers	46,4%	46,0%	46,5%	45,2%	45,0%	46,0%	43,9%	42,0%	43,1%	46,0%	44,6%
(dt) Entrepreneurs individuels	11,5%	10,7%	11,6%	11,4%	11,1%	11,0%	11,1%	11,3%	11,3%	10,8%	11,2%
(dt) Sociétés non financières	31,9%	32,6%	32,3%	34,4%	32,1%	33,9%	36,0%	37,2%	35,6%	34,1%	35,1%
(dt) Sociétés d'assurance	1,5%	1,5%	1,7%	1,0%	1,6%	1,0%	1,5%	1,7%	1,2%	1,1%	1,3%
(dt) Administrations privées	6,6%	7,4%	6,3%	6,6%	8,6%	6,4%	6,1%	6,3%	6,3%	6,2%	5,9%
(dt) Reste	2,1%	1,8%	1,6%	1,5%	1,7%	1,8%	1,5%	1,5%	2,4%	1,9%	1,9%
Comptes d'épargne	1 124	1 226	1 322	1 362	1 424	1 450	1 467	1 491	1 543	1 559	1 567
(dt) Particuliers	90,6%	90,6%	90,6%	90,7%	89,5%	90,5%	90,3%	90,2%	90,3%	90,3%	90,6%
(dt) Entrepreneurs individuels	6,3%	6,4%	6,6%	6,6%	6,7%	6,7%	6,8%	6,9%	6,9%	6,6%	6,6%
(dt) Sociétés non financières	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,3%	0,1%
(dt) Administrations privées	1,6%	1,5%	1,3%	1,3%	1,4%	1,3%	1,4%	1,4%	1,5%	1,4%	1,4%
(dt) Reste	1,5%	1,4%	1,4%	1,3%	2,3%	1,4%	1,4%	1,4%	1,3%	1,4%	1,3%
Rémunéré à taux de marché	926	1 049	967	994	973	1 056	1 119	912	975	943	1 016
(dt) Particuliers	20,0%	19,9%	22,3%	24,4%	19,5%	17,7%	17,8%	20,1%	17,4%	21,0%	18,1%
(dt) Entrepreneurs individuels	4,6%	5,0%	4,7%	3,9%	5,7%	4,6%	4,8%	5,8%	7,4%	5,3%	4,8%
(dt) Sociétés non financières	54,5%	56,3%	53,3%	53,2%	52,4%	54,4%	54,1%	59,6%	55,6%	55,1%	60,0%
(dt) Sociétés d'assurance	0,6%	0,9%	1,1%	0,9%	1,0%	0,8%	0,8%	1,3%	1,4%	2,0%	1,6%
(dt) Administrations privées	13,9%	15,3%	14,9%	14,8%	17,2%	18,8%	18,5%	9,0%	14,5%	12,3%	11,5%
(dt) Reste	6,3%	2,6%	3,6%	2,8%	4,3%	3,6%	4,1%	4,1%	3,6%	4,3%	4,1%
Plans d'épargne	799	825	847	873	895	903	911	936	960	958	959
(dt) Particuliers	89,8%	90,1%	90,4%	92,3%	90,5%	90,4%	90,5%	90,4%	88,5%	90,7%	90,7%
(dt) Entrepreneurs individuels	10,1%	9,8%	9,5%	7,6%	9,4%	9,4%	9,4%	9,4%	11,5%	9,2%	9,1%
(dt) Reste	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Placements boursiers	1 300	1 290	1 227	1 278	1 292	1 345	1 375	1 485	1 559	1 676	1 651
(dt) Particuliers	66,8%	70,3%	76,4%	75,4%	75,3%	74,8%	75,2%	74,8%	74,2%	72,4%	74,4%
(dt) Entrepreneurs individuels	2,1%	2,7%	2,7%	2,7%	2,7%	2,8%	2,9%	2,7%	2,7%	2,5%	2,6%
(dt) Sociétés non financières	8,3%	8,4%	8,5%	10,0%	10,2%	10,3%	10,6%	10,9%	12,0%	14,9%	12,5%
(dt) Sociétés d'assurance	10,4%	11,4%	10,7%	10,1%	9,7%	9,8%	9,2%	9,4%	8,9%	8,0%	8,3%
(dt) Administrations privées	12,0%	7,0%	1,7%	1,7%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,4%	1,5%
(dt) Reste	0,4%	0,2%	0,1%	0,1%	0,6%	0,8%	0,8%	0,7%	0,8%	0,7%	0,7%

# 1. L'évolution financière

## 1.3 Les passifs financiers de la clientèle non financière

Cette partie analyse d'abord l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés, puis distingue les concours consentis par les établissements locaux et ceux consentis par les établissements non installés localement.

### 1.3.1 Ensemble des concours consentis

L'encours des crédits consentis aux agents économiques réunionnais par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non installés dans le département) atteint 10,5 milliards d'euros<sup>1</sup> au 30 septembre 2004, en progression de + 6,9 % en rythme annuel au cours du troisième trimestre 2004 et de + 8,0 % sur les douze derniers mois (+ 8,4 % à la fin du trimestre précédent).

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel				
Année 2001	-1,7%	1,9%	6,6%	11,5%
Année 2002	-0,1%	1,5%	5,0%	8,8%
Année 2003	2,0%	4,3%	8,6%	17,3%
Année 2004	-0,5%	8,9%	6,9%	

	Mars	Juin	Septembre	Décembre
Variations trimestrielles en glissement annuel				
	5,7%	5,0%	4,6%	4,5%
	4,9%	4,8%	4,4%	3,7%
	4,3%	5,0%	5,9%	7,9%
	7,2%	8,4%	8,0%	

Les crédits consentis aux particuliers restent particulièrement dynamiques au troisième trimestre 2004 (+ 9,1 % en rythme annuel après + 10,4 % au deuxième trimestre et + 7,9 % au premier trimestre). Les concours accordés aux sociétés non financières progressent par contre moins rapidement au troisième trimestre 2004 (+ 5,1 % après + 10,4 % au deuxième trimestre mais - 4,9 % au premier trimestre). Ces dernières représentent toutefois toujours la première clientèle de l'ensemble des établissements de crédit (43,5 % du total des financements) devant les particuliers (36,5 %).

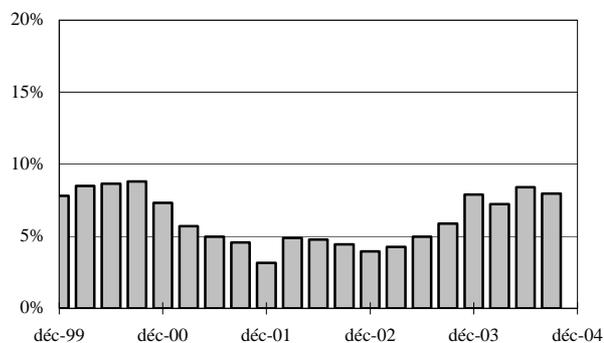
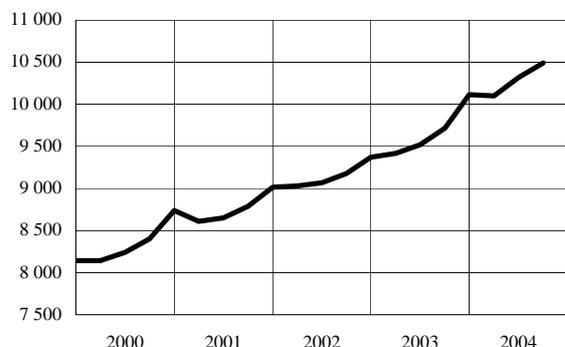
Les crédits à l'habitat continuent de s'afficher en forte progression au troisième trimestre 2004 (+ 11,0 % en rythme annuel après + 7,6 % au deuxième trimestre et + 5,0 % au premier trimestre), de même que les crédits à l'équipement (+ 8,1 % en rythme annuel au troisième trimestre après + 2,8 % au second trimestre mais - 3,9 % au premier trimestre). Les crédits de trésorerie enregistrent une nouvelle baisse au troisième trimestre 2004 (- 1,9 % en rythme annuel après + 10,2 % au second trimestre et - 1,9 % au premier trimestre). L'escompte de créances commerciales progresse fortement (+ 30,6 % en rythme annuel au troisième trimestre après + 20,6 % au deuxième trimestre). La progression n'atteint toutefois que + 2,4 % sur les douze derniers mois.

### Evolution des concours consentis par les établissements de crédit

#### Ensemble des concours consentis par les établissements de crédit

en millions d'euros

Variations trimestrielles en glissement annuel



<sup>1</sup> Non compris les crédits titrisés qui pour mémoire représentent un encours de 48 millions d'euros à fin décembre 2003. La titrisation est une technique financière qui permet la transformation de créances en titres destinés à être cédés à des investisseurs. Cette opération s'effectue via un fonds commun de créances qui reçoit les paiements effectués par les emprunteurs initiaux et dont les parts négociables sont émises dans des conditions adaptées aux besoins des marchés financiers. Elle présente l'intérêt d'être à la fois une source de financement et un outil de gestion de bilan pour les établissements de crédit qui la mettent en place.

## 1. L'évolution financière

### Concours consentis par les établissements de crédit par catégorie de crédit

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat (1)	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
En millions d'euros								
Au 30 septembre 2004	1 708	140	2 641	4 820	498	590	96	<b>10 492</b>
Part en %	16,3%	1,3%	25,2%	45,9%	4,7%	5,6%	0,8%	<b>100%</b>
Au 30 septembre 2003	1 560	137	2 518	4 384	499	531	88	<b>9 718</b>
Part en %	16,1%	1,4%	25,9%	45,1%	5,1%	5,5%	0,8%	<b>100%</b>

(1) n'inclut pas les opérations de titrisation

### Evolution en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
En millions d'euros	147	3	123	435	-2	59	8	<b>774</b>
Variation en %	9,4%	2,4%	4,9%	9,9%	-0,3%	11,1%	9,0%	<b>8,0%</b>
Variation 2003 / 2002								
En millions d'euros	123	-3	147	295	1	-23	1	<b>540</b>
Variation en %	8,6%	-2,2%	6,2%	7,2%	0,2%	-4,2%	0,9%	<b>5,9%</b>

### Concours consentis par les établissements de crédit par agent économique

	Particuliers (1)	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 septembre 2004	3 826	855	4 567	1 244	<b>10 492</b>
Part en %	36,5%	8,1%	43,5%	11,9%	<b>100%</b>
Au 30 septembre 2003	3 421	739	4 321	1 236	<b>9 718</b>
Part en %	35,2%	7,6%	44,5%	12,7%	<b>100%</b>

(1) n'inclut pas les opérations de titrisation

### Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	405	115	246	8	<b>774</b>
Variation en %	11,8%	15,6%	5,7%	0,6%	<b>8,0%</b>
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	277	22	250	-9	<b>540</b>
Variation en %	8,8%	3,1%	6,1%	-0,7%	<b>5,9%</b>

# 1. L'évolution financière

## 1.3.2 Concours consentis par les Etablissements de crédit locaux

L'encours des crédits consentis par les établissements de crédit locaux atteint 7,6 milliards d'euros à fin septembre 2004, en progression de + 10,3 % en rythme annuel sur le troisième trimestre (+ 13,2 % au deuxième trimestre) et de + 11,7 % en glissement sur douze mois. La croissance de la production de crédits a ainsi légèrement fléchi au cours du troisième trimestre, après un second trimestre il est vrai particulièrement dynamique.

	Mars	Juin	Septembre	Décembre		Mars	Juin	Septembre	Décembre
Progression en rythme annuel					Variations trimestrielles en glissement annuel				
Année 2001	-3,8%	3,0%	9,8%	15,9%	8,0%	6,8%	6,4%	6,0%	
Année 2002	0,0%	2,3%	8,3%	14,8%	7,0%	6,8%	6,4%	6,2%	
Année 2003	-0,4%	7,7%	10,3%	23,6%	6,1%	7,5%	8,0%	10,0%	
Année 2004	1,0%	13,2%	10,3%		10,3%	11,7%	11,7%		

La hausse des crédits à l'habitat consentis par les établissements de crédit locaux atteint + 17,6 % en glissement sur les douze derniers mois, et + 19,6 % en rythme annuel au cours du troisième trimestre (après + 12,9 % au deuxième trimestre et + 8,8 % au premier trimestre). Elle témoigne de la vigueur du marché de l'immobilier et du bâtiment. Les crédits d'équipement sont également particulièrement dynamiques (+ 12,7 % en rythme annuel au troisième trimestre après + 11,6 % au deuxième trimestre), de même que les crédits de financement du cycle d'exploitation des entreprises (+ 30,6 % en rythme annuel au troisième trimestre pour l'escompte commercial et + 16,5 % pour l'affacturage - après respectivement + 20,6 % et + 45,5 % au second trimestre).

Les crédits aux particuliers s'affichent en hausse pour le dixième trimestre consécutif (+ 9,7 % en rythme annuel au troisième trimestre contre + 11,3 % au deuxième trimestre) ; l'accélération des crédits à l'habitat en faveur des particuliers (+ 19,3 % en rythme annuel contre + 11,4 % précédemment) compensant le fort ralentissement des crédits à la consommation (+ 1,6 % seulement en rythme annuel au troisième trimestre contre + 14,5 % le trimestre précédent).

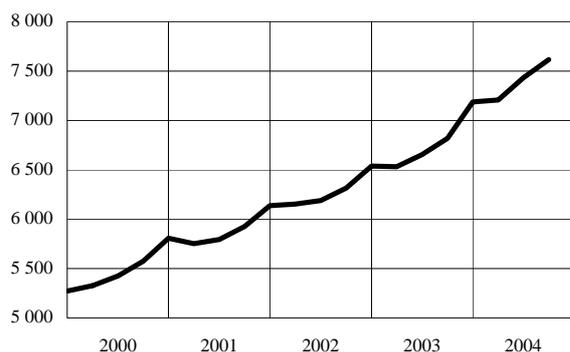
S'agissant plus particulièrement du financement de l'habitat, il convient de signaler la poursuite de la contraction des encours des prêts d'épargne logement (- 16,0 % sur les douze derniers mois après - 8,7 % de septembre 2002 à septembre 2003) et ceci, malgré l'engouement que continuent de rencontrer les placements sous forme de plans et livrets d'épargne logement.

En terme de **sinistralité**, le montant des créances douteuses brutes continue de progresser légèrement sur l'année 2004, s'établissant à 466 millions d'euros en septembre 2004 contre 464 millions d'euros en juin, 457 millions d'euros en mars et 455 millions d'euros en décembre 2003. Elles représentent toutefois une proportion décroissante des encours bruts totaux (6,1 % à fin septembre 2004), en forte baisse par rapport aux trimestres précédents (6,2 % en juin 2004 et 7,0 % en septembre 2003).

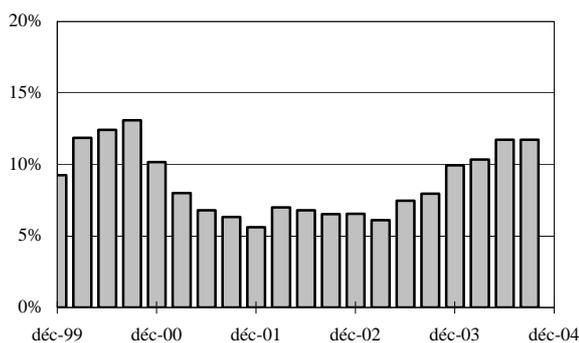
## Evolution des concours consentis par les Etablissements de crédit locaux

### Concours consentis par les EC locaux

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel



## 1. L'évolution financière

### Concours consentis par catégorie de crédit (EC locaux)

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat (1)	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
En millions d'euros								
Au 30 septembre 2004	1 658	140	1 951	2 729	466	576	96	<b>7 616</b>
Part en %	21,8%	1,8%	25,6%	35,8%	6,1%	7,6%	1,2%	<b>100%</b>
Au 30 septembre 2003	1 510	137	1 772	2 321	476	513	88	<b>6 817</b>
Part en %	22,1%	2,0%	26,0%	34,0%	7,0%	7,5%	1,3%	<b>100%</b>

(1) n'inclut pas les opérations de titrisation

### Evolution en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
En millions d'euros	148	3	178	409	-10	63	8	<b>800</b>
Variation en %	9,8%	2,4%	10,1%	17,6%	-2,1%	12,4%	9,0%	<b>11,7%</b>
Variation 2003 / 2002								
En millions d'euros	115	-3	155	249	4	-18	1	<b>502</b>
Variation en %	8,3%	-2,2%	9,6%	12,0%	0,8%	-3,4%	0,9%	<b>8,0%</b>

### Concours consentis par agent économique (EC locaux)

	Particuliers (1)	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 septembre 2004	3 484	850	2 771	511	<b>7 616</b>
Part en %	45,7%	11,2%	36,4%	6,7%	<b>100%</b>
Au 30 septembre 2003	3 097	735	2 533	451	<b>6 817</b>
Part en %	45,4%	10,8%	37,2%	6,6%	<b>100%</b>

(1) n'inclut pas les opérations de titrisation

### Evolution en glissement annuel

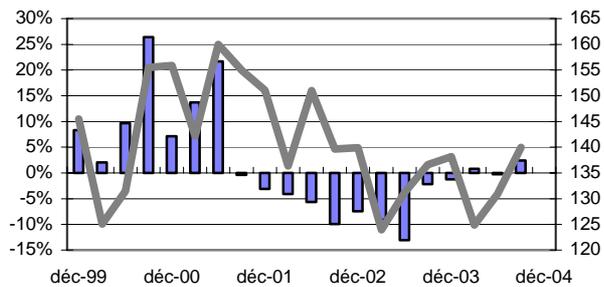
	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	387	115	238	60	<b>800</b>
Variation en %	12,5%	15,7%	9,4%	13,3%	<b>11,7%</b>
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	252	24	210	16	<b>502</b>
Variation en %	8,9%	3,3%	9,0%	3,6%	<b>8,0%</b>

# 1. L'évolution financière

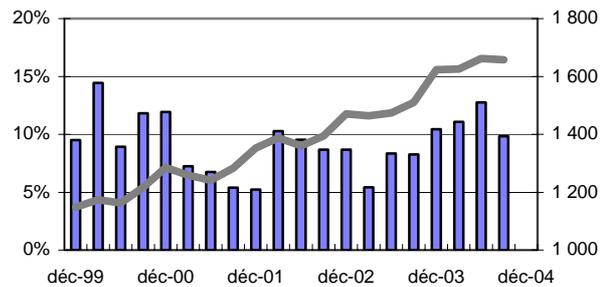
Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

## Evolution des diverses formes de concours bancaires distribués par les établissements de crédit locaux

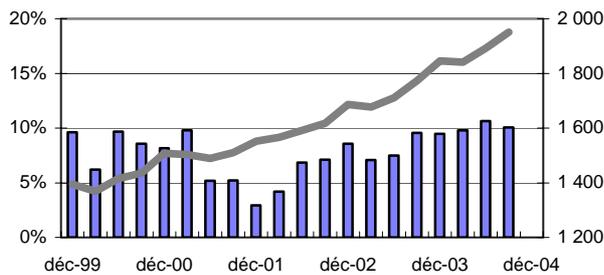
*Créances commerciales*



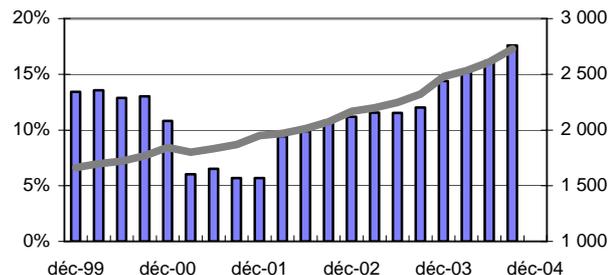
*Crédits de trésorerie*



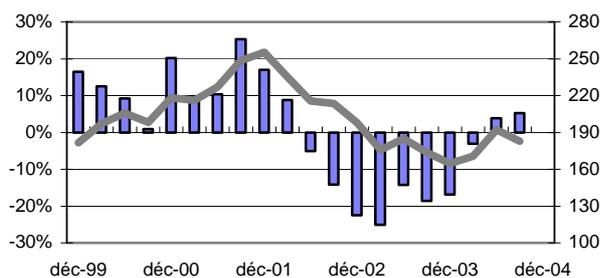
*Crédits à l'équipement*



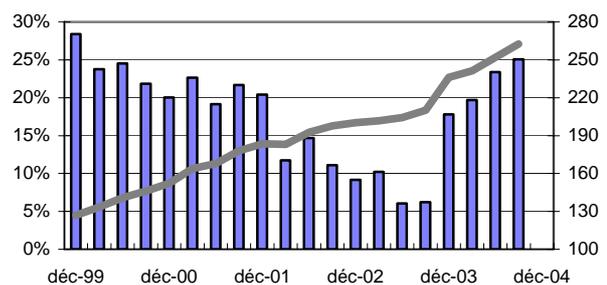
*Crédits à l'habitat*



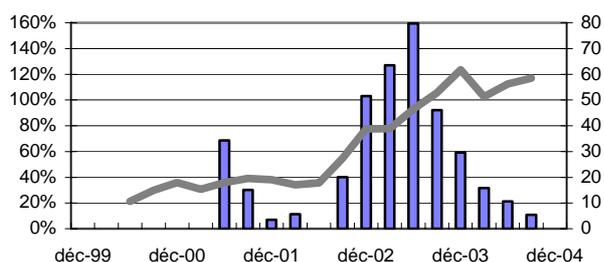
*Comptes ordinaires débiteurs*



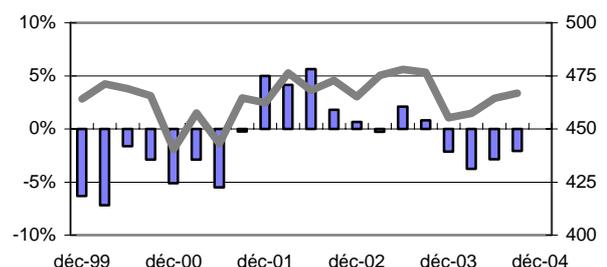
*Crédit-bail*



*Affacturation*



*Créances douteuses*

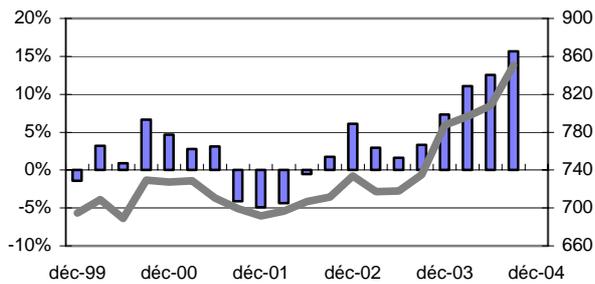


# 1. L'évolution financière

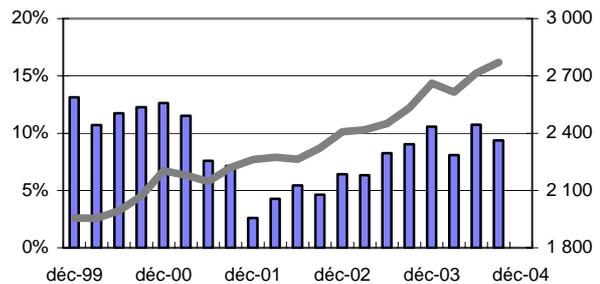
Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

## Evolution des concours bancaires par agents économiques distribués par les établissements de crédit locaux

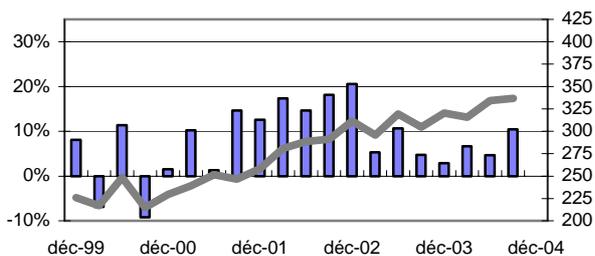
**Crédits consentis aux entrepreneurs individuels**



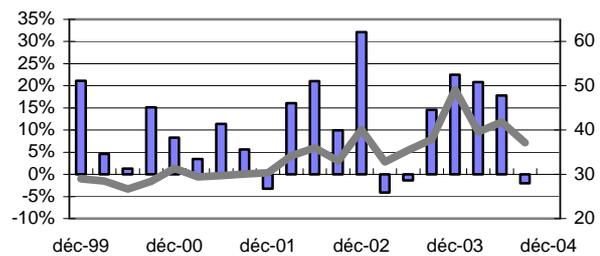
**Crédits consentis aux sociétés non financières**



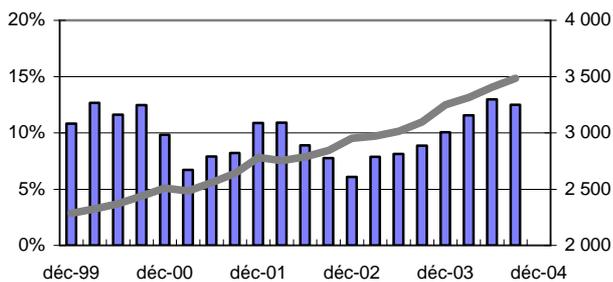
**Crédits consentis aux administrations publiques**



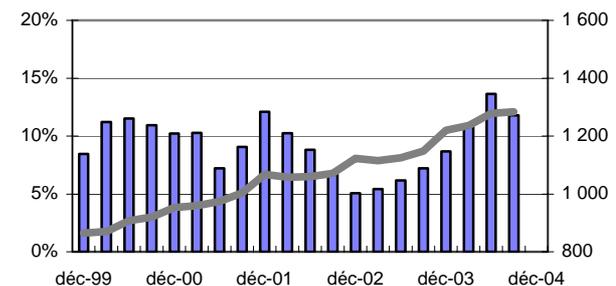
**Crédits consentis aux administrations privées**



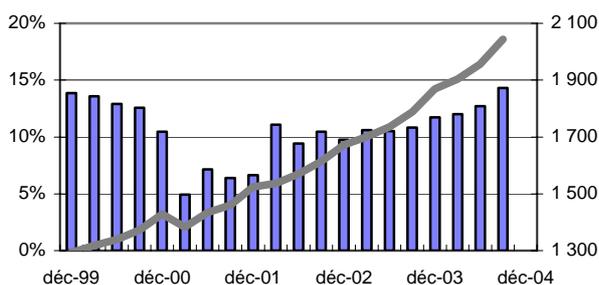
**Crédits consentis aux particuliers**



**(dont) Crédits à la consommation des particuliers**



**(dont) Crédits à l'habitat des particuliers**



## 1. L'évolution financière

### 1.3.3 Concours consentis par les Etablissements de crédit non installés localement

Le montant **des concours accordés** aux agents résidant à la Réunion **par les établissements de crédit hors zone**<sup>1</sup> s'élève à 2 875 millions d'euros à fin septembre 2004, en baisse de - 1,5 % en rythme annuel sur le troisième trimestre et de - 0,9 % sur les douze derniers mois. La part des concours consentis par les établissements de crédit non installés localement recule ainsi sensiblement depuis plusieurs années, pour représenter aujourd'hui 27,4 % de l'ensemble des crédits accordés à la Réunion contre 29,9 % en septembre 2003 et 33,7 % en septembre 2000. Les concours recensés n'ont ainsi pratiquement pas varié depuis septembre 2000 où ils atteignaient 2 828 millions d'euros, soit une progression de seulement + 1,7 % en quatre ans.

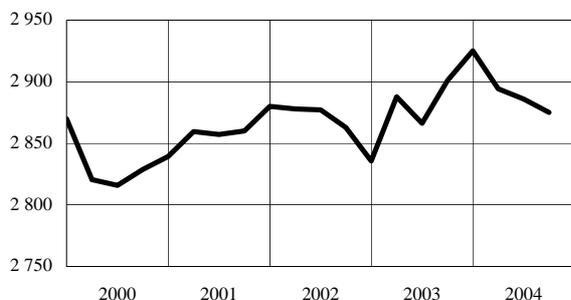
Ces concours concernent majoritairement les sociétés non financières (62,5 % des concours hors zone fin septembre 2004) et les administrations publiques (23,8 %). Les interventions des établissements hors zone sont spécialisées dans le domaine de l'habitat (72,7 % des concours hors zone fin septembre 2004), principalement en direction des sociétés non financières et dans les crédits à l'équipement (24,0 %), notamment en faveur des administrations publiques.

Le niveau du risque reste faible avec des créances compromises brutes de 31 millions d'euros à fin septembre 2004 (en baisse de - 35,2 % en rythme annuel au cours du troisième trimestre), représentant 1,1 % du total des concours hors zone à fin septembre 2004 (0,8 % à fin septembre 2003).

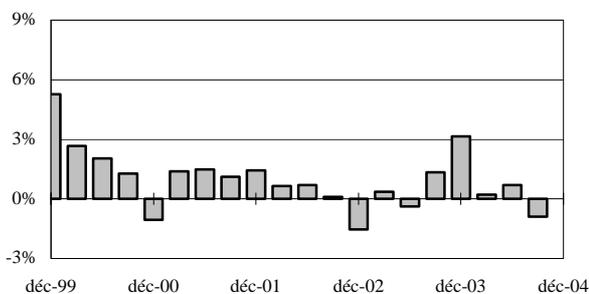
### Evolution des concours consentis (EC non installés localement)

#### Concours consentis par les EC installés hors du département

en millions d'euros

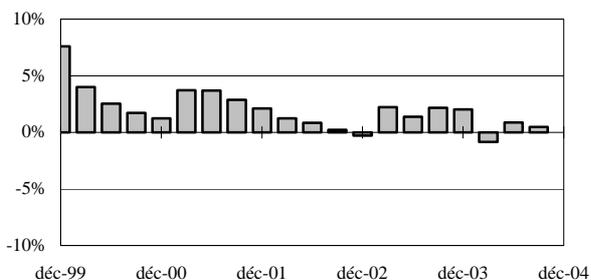


Variations trimestrielles en glissement annuel



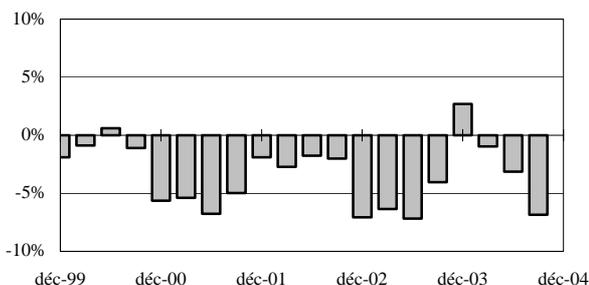
#### Crédits aux entreprises

Variations trimestrielles en glissement annuel



#### Crédits aux administrations publiques

Variations trimestrielles en glissement annuel



<sup>1</sup> Caisse des Dépôts et Consignations, Agence française de Développement, Dexia-Crédit local de France, Crédit foncier de France, Natexis-Banques populaires, Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque populaire) et Banque européenne d'investissement.

## 1. L'évolution financière

### Concours consentis par catégorie de crédit (EC non installés localement)

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
En millions d'euros								
Au 30 septembre 2004	50	0	690	2 090	31	14	0	2 875
Part en %	1,7%	–	24,0%	72,7%	1,1%	0,5%	–	100%
Au 30 septembre 2003	51	0	746	2 063	23	19	0	2 901
Part en %	1,8%	–	25,7%	71,1%	0,8%	0,6%	–	100%

### Evolution en glissement annuel

	Crédits de trésorerie	Créances commerciales	Crédits à l'équipement	Crédits à l'habitat	Créances douteuses brutes	Autres crédits	Clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003								
En millions d'euros	-1	–	-56	27	8	-5	–	-26
Variation en %	-2,4%	–	-7,4%	1,3%	37,0%	-24,4%	–	-0,9%
Variation 2003 / 2002								
En millions d'euros	8	–	-8	46	-3	-5	–	38
Variation en %	18,1%	–	-1,1%	2,3%	-11,6%	-21,2%	–	1,3%

### Concours consentis par agent économique (EC non installés localement)

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
En millions d'euros					
Au 30 septembre 2004	342	5	1 797	732	2 875
Part en %	11,9%	0,2%	62,5%	25,5%	100%
Au 30 septembre 2003	324	4	1 788	785	2 901
Part en %	11,2%	0,1%	61,6%	27,1%	100%

### Evolution en glissement annuel

	Particuliers	Entrepreneurs individuels	Sociétés non financières	Autres agents et clientèle diverse	Total
Variation 2004 / 2003					
En millions d'euros	18	NS	8	-53	-26
Variation en %	5,5%	6,6%	0,5%	-6,7%	-0,9%
Variation 2003 / 2002					
En millions d'euros	25	-1	40	-25	38
Variation en %	8,4%	-25,4%	2,3%	-3,1%	1,3%

# 1. L'évolution financière

## 1.3.4 Données historiques sur les concours distribués

### Par l'ensemble des établissements de crédit

#### Evolution des concours consentis par catégorie de crédit

	12-00	12-01	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04
<i>En millions d'euros</i>											
Crédits de trésorerie	1 327	1 402	1 437	1 521	1 518	1 520	1 560	1 683	1 675	1 716	1 708
(dt) Ventes à tempérament	444	502	535	533	537	541	545	578	596	591	593
(dt) Prêts personnels	479	485	480	492	492	505	523	548	557	581	602
Créances commerc.	156	151	140	140	124	131	137	138	125	131	140
Crédits à l'équip.	2 301	2 319	2 371	2 391	2 412	2 432	2 518	2 597	2 572	2 590	2 641
Crédits à l'habitat	3 780	3 950	4 089	4 203	4 254	4 300	4 384	4 554	4 610	4 696	4 820
(dt) Prêts d'épargne log.	138	124	116	116	113	110	106	103	99	94	89
(dt) Prêts à taux zéro	51	62	68	70	72	74	76	78	79	80	82
Créances douteuses brutes	477	498	499	487	497	503	499	478	477	499	498
Cptes ordinaires débiteurs	218	255	213	198	176	185	174	165	171	192	183
Crédit bail	152	183	198	200	202	204	210	236	241	252	263
Affacturage	18	19	27	39	39	46	53	62	51	56	58
Autres crédits	133	166	116	114	114	95	95	102	89	86	86
Clientèle diverse	86	91	87	78	82	102	88	98	89	100	96
<b>Total</b>	<b>8 648</b>	<b>9 034</b>	<b>9 177</b>	<b>9 373</b>	<b>9 418</b>	<b>9 518</b>	<b>9 718</b>	<b>10 112</b>	<b>10 100</b>	<b>10 318</b>	<b>10 492</b>

#### Evolution des concours consentis par agents économiques

	12-00	12-01	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	2 777	3 071	3 143	3 261	3 283	3 331	3 421	3 582	3 651	3 743	3 826
(dt) Consommation	995	1 112	1 114	1 166	1 158	1 168	1 192	1 265	1 281	1 324	1 330
(dt) Crédits à l'habitat	1 646	1 758	1 861	1 929	1 960	2 000	2 058	2 147	2 185	2 240	2 330
Entrepreneurs individuels	733	698	717	738	722	722	739	792	801	813	855
(dt) Exploitation	107	121	121	121	116	118	126	128	137	137	140
(dt) Investissement	227	228	224	230	229	214	213	217	207	220	227
Sociétés non financières	3 930	4 024	4 072	4 166	4 221	4 233	4 321	4 456	4 401	4 511	4 567
(dt) Exploitation	733	729	683	724	697	680	699	757	708	731	729
(dt) Investissement	1 063	1 076	1 118	1 165	1 196	1 227	1 283	1 324	1 321	1 346	1 378
(dt) Crédits à l'habitat	1 846	1 917	1 934	1 950	1 974	1 970	1 991	2 017	2 031	2 051	2 077
Sociétés d'assurance	14	29	6	3	2	2	3	3	14	5	14
Administrations privées	38	37	39	46	38	41	43	55	45	48	44
Administrations publiques	1 021	1 035	1 056	1 033	1 020	1 038	1 039	1 061	1 033	1 030	1 020
Adm. de Sécurité Sociale	49	50	57	47	50	50	64	65	67	68	70
Clientèle diverse	86	91	87	78	82	102	88	98	89	100	96
<b>Total</b>	<b>8 648</b>	<b>9 034</b>	<b>9 177</b>	<b>9 373</b>	<b>9 418</b>	<b>9 518</b>	<b>9 718</b>	<b>10 112</b>	<b>10 100</b>	<b>10 318</b>	<b>10 492</b>

# 1. L'évolution financière

## Par les établissements de crédit locaux

### Evolution des concours consentis par catégorie de crédit

	12-00	12-01	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04
<i>En millions d'euros</i>											
Crédits de trésorerie	1 285	1 353	1 394	1 470	1 464	1 474	1 510	1 624	1 626	1 662	1 658
(dt) Ventes à tempérament	431	488	520	518	521	525	528	561	578	573	574
(dt) Prêts personnels	450	455	453	464	464	479	496	520	530	554	575
Créances commerc.	156	151	140	140	124	131	137	138	125	131	140
Crédits à l'équip.	1 508	1 553	1 618	1 686	1 677	1 711	1 772	1 845	1 842	1 893	1 951
Crédits à l'habitat	1 844	1 949	2 072	2 167	2 198	2 246	2 321	2 479	2 532	2 610	2 729
(dt) Prêts d'épargne log.	138	124	116	116	113	110	106	103	99	94	89
(dt) Prêts à taux zéro	51	62	68	70	72	74	76	78	79	80	82
Créances douteuses brutes	440	462	473	465	475	478	476	455	457	464	466
Cptes ordinaires débiteurs	218	255	213	198	176	185	174	165	171	192	183
Crédit bail	152	183	198	200	202	204	210	236	241	252	263
Affacturage	18	19	27	39	39	46	53	62	51	56	58
Autres crédits	101	138	93	93	94	75	76	85	72	71	72
Clientèle diverse	86	91	87	78	82	102	88	98	89	100	96
<b>Total</b>	<b>5 809</b>	<b>6 155</b>	<b>6 314</b>	<b>6 537</b>	<b>6 530</b>	<b>6 652</b>	<b>6 817</b>	<b>7 187</b>	<b>7 206</b>	<b>7 432</b>	<b>7 616</b>

### Evolution des concours consentis par agents économiques

	12-00	12-01	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	2 510	2 783	2 845	2 952	2 971	3 013	3 097	3 249	3 314	3 404	3 484
(dt) Consommation	953	1 068	1 071	1 122	1 115	1 125	1 148	1 220	1 236	1 278	1 284
(dt) Crédits à l'habitat	1 429	1 524	1 614	1 673	1 700	1 735	1 788	1 869	1 904	1 956	2 044
Entrepreneurs individuels	727	692	711	734	717	718	735	788	797	808	850
(dt) Exploitation	107	121	121	121	116	118	126	128	137	137	139
(dt) Investissement	227	227	223	230	229	214	213	217	207	220	227
Sociétés non financières	2 204	2 262	2 323	2 407	2 418	2 451	2 533	2 662	2 614	2 714	2 771
(dt) Exploitation	731	723	682	715	685	676	692	742	703	723	726
(dt) Investissement	1 034	1 054	1 095	1 134	1 142	1 177	1 237	1 281	1 275	1 307	1 337
(dt) Crédits à l'habitat	169	201	222	237	243	250	262	285	297	310	330
Sociétés d'assurance	14	29	6	1	1	1	1	1	12	5	14
Administrations privées	31	30	33	40	33	35	38	49	40	42	37
Administrations publiques	230	258	291	312	296	319	305	320	316	334	337
Adm. de Sécurité Sociale	7	10	18	13	13	12	20	20	25	25	28
Clientèle diverse	86	91	87	78	82	102	88	98	89	100	96
<b>Total</b>	<b>5 809</b>	<b>6 155</b>	<b>6 314</b>	<b>6 537</b>	<b>6 530</b>	<b>6 652</b>	<b>6 817</b>	<b>7 187</b>	<b>7 206</b>	<b>7 432</b>	<b>7 616</b>

# 1. L'évolution financière

## Par les établissements de crédit non installés localement

### Evolution des concours consentis par catégorie de crédit

	12-00	12-01	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04
<i>En millions d'euros</i>											
Crédits de trésorerie	42	49	43	51	54	46	51	59	49	54	50
(dt) Ventes à tempérament	13	14	15	15	16	16	17	18	18	18	19
(dt) Prêts personnels	28	30	27	28	27	27	27	28	27	27	27
Créances commerc.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédits à l'équip.	793	767	754	706	735	721	746	752	730	697	690
Crédits à l'habitat	1 936	2 001	2 017	2 036	2 056	2 053	2 063	2 074	2 078	2 086	2 090
(dt) Prêts d'épargne log.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
(dt) Prêts à taux zéro	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances douteuses brutes	37	36	26	22	22	25	23	23	20	35	31
Cptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédit bail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres crédits	32	27	24	21	21	20	19	17	17	15	14
<b>Total</b>	<b>2 839</b>	<b>2 880</b>	<b>2 863</b>	<b>2 836</b>	<b>2 888</b>	<b>2 866</b>	<b>2 901</b>	<b>2 925</b>	<b>2 894</b>	<b>2 886</b>	<b>2 875</b>

### Evolution des concours consentis par agents économiques

	12-00	12-01	09-02	12-02	03-03	06-03	09-03	12-03	03-04	06-04	09-04
<i>En millions d'euros</i>											
Particuliers	268	289	299	309	313	318	324	333	337	339	342
(dt) Consommation	42	44	43	43	43	43	44	45	45	46	47
(dt) Crédits à l'habitat	217	234	248	256	260	264	270	278	281	284	286
Entrepreneurs individuels	6	6	6	5	4	4	4	4	4	5	5
(dt) Exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
(dt) Investissement	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés non financières	1 726	1 762	1 749	1 759	1 803	1 782	1 788	1 795	1 787	1 797	1 797
(dt) Exploitation	2	6	1	9	12	4	8	15	5	9	3
(dt) Investissement	29	22	23	31	53	49	46	43	45	39	41
(dt) Crédits à l'habitat	1 677	1 716	1 712	1 714	1 731	1 720	1 728	1 732	1 735	1 741	1 747
Sociétés d'assurance	0	0	0	2	2	2	2	2	2	0	0
Administrations privées	7	6	6	6	6	5	5	6	6	6	6
Administrations publiques	791	776	765	721	724	718	734	741	717	696	684
Adm. de Sécurité Sociale	42	40	39	34	37	37	44	45	41	44	42
<b>Total</b>	<b>2 839</b>	<b>2 880</b>	<b>2 863</b>	<b>2 836</b>	<b>2 888</b>	<b>2 866</b>	<b>2 901</b>	<b>2 925</b>	<b>2 894</b>	<b>2 886</b>	<b>2 875</b>

## 1. L'évolution financière

### 1.4 Position extérieure nette du système bancaire local

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

Le système bancaire réunionnais, dont les ressources locales ne sont pas suffisantes en regard du niveau des crédits octroyés, est dans l'obligation de trouver des financements extérieurs, ce qui se traduit par une **position extérieure nette structurellement déficitaire**. Le recours indirect au marché interbancaire métropolitain est de surcroît impératif pour certains établissements (les sociétés financières et les institutions financières spécialisées) qui ne peuvent légalement collecter des dépôts à vue auprès du public.

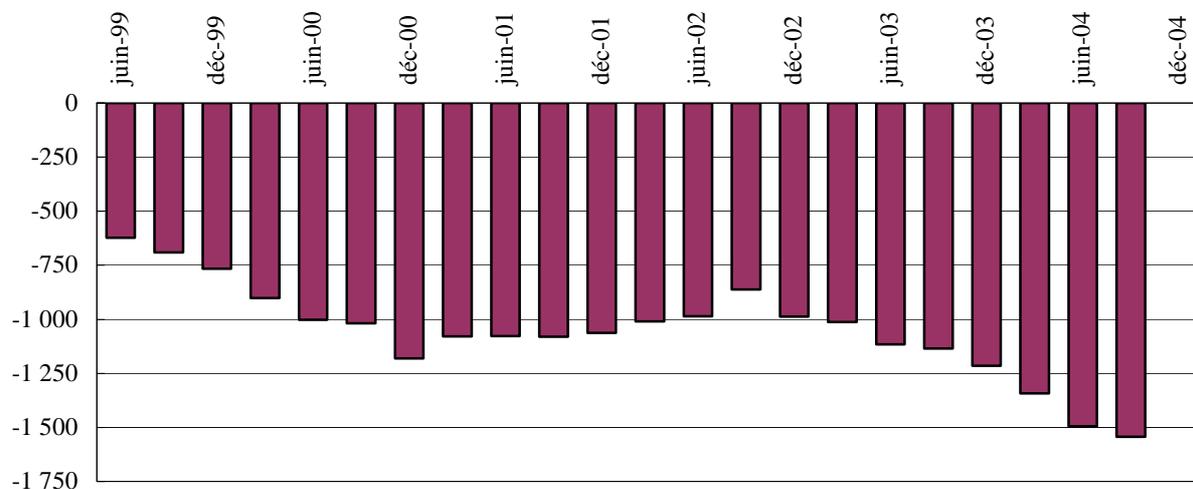
Au troisième trimestre 2004, la dégradation de la position extérieure nette des établissements de crédit locaux s'est poursuivie, atteignant - 1 544 millions d'€ contre - 1 494 millions d'€ en juin 2004 et - 1 134 millions d'€ en septembre 2003. Cette tendance continue à la baisse depuis septembre 2002 résulte de la progression des encours de crédits associée à celle de l'épargne boursière (OPCVM, actions et obligations). Le déficit extérieur du système bancaire local représente 20,3 % du total des concours souscrits par les agents économiques réunionnais auprès des établissements locaux au 30 septembre 2004 contre 16,4 % un an plus tôt (et 13,6 % en septembre 2002).

Avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux (A)		Engagements hors zone d'émission des établissements de crédit locaux (B)		Position extérieure nette du système bancaire local (A) - (B)	
sept-03	sept-04	sept-03	sept-04	sept-03	sept-04

En millions d'euros	1 290	1 578	2 424	3 122	-1 134	-1 544
---------------------	-------	-------	-------	-------	--------	--------

millions d'€

#### Position nette extérieure



# 1. L'évolution financière

## 1.5 Equilibre entre épargne et crédits par agents économiques

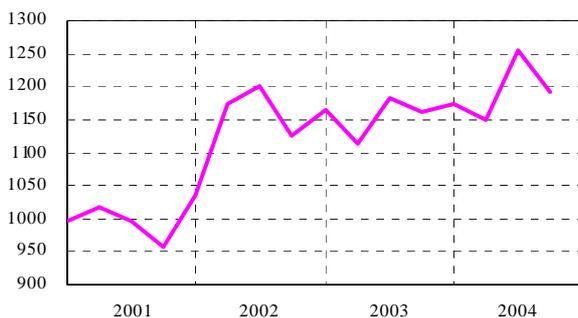
Les établissements de crédit locaux collectent un peu moins d'épargne (7,4 milliards d'€ à fin septembre 2004) qu'ils ne distribuent de crédits (7,6 milliards d'€). Cet écart est encore plus important si l'on ne prend pas en compte l'épargne sous forme de portefeuille titres et d'assurance-vie (2,1 milliards d'€). Cette situation varie toutefois selon les agents économiques considérés. Les particuliers de même que les administrations privées (associations notamment) et les sociétés d'assurance et de capitalisation présentent ainsi des soldes 'collecte - concours' excédentaires. A l'inverse, logiquement, les sociétés non financières, les entrepreneurs individuels et les administrations publiques sont emprunteuses nettes vis-à-vis du système bancaire local (c'est-à-dire qu'elles bénéficient d'encours de crédits supérieurs à leur épargne).

On peut constater une tendance à la dégradation de ces soldes sur les trois ou quatre dernières années, à l'exception notable des particuliers, qui enregistre une augmentation de leur épargne nette, sauf sur le troisième trimestre. Il faut également noter que les crédits consentis par les établissements de crédit hors zone ne sont pas intégrés dans cette analyse.

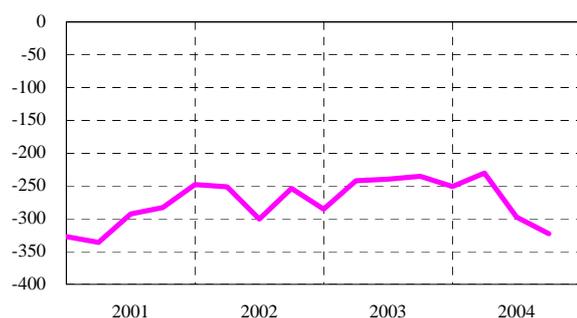
### Evolution des soldes 'épargne-concours' par agents économiques

#### Différence entre l'épargne collectée et les encours de crédits consentis (par les EC locaux)

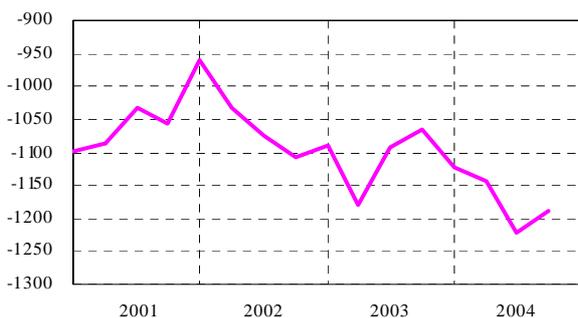
Particuliers (en millions d'€)



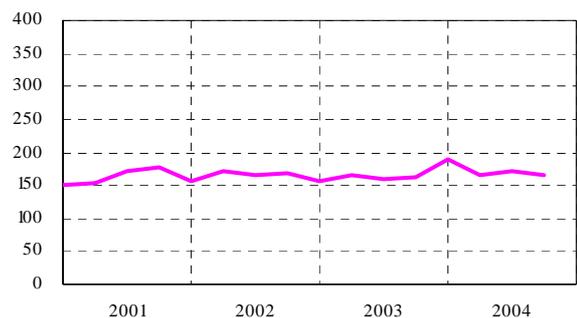
Entrepreneurs individuels (en millions d'€)



Sociétés non financières (en millions d'€)



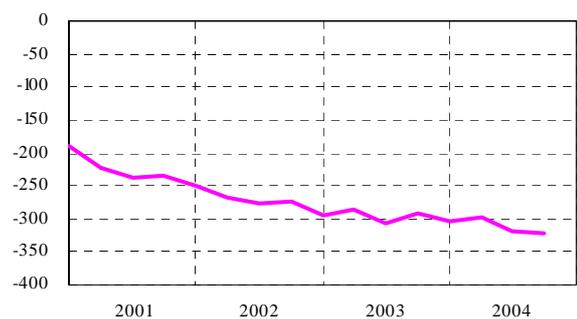
Sociétés d'assurance (en millions d'€)



Administrations privées (en millions d'€)



Administrations publiques et locales (en millions d'€)



## ***2. Rappel des taux***

---

## 2. Rappel des taux

### 2.1 Taux du marché

#### 2.1.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire

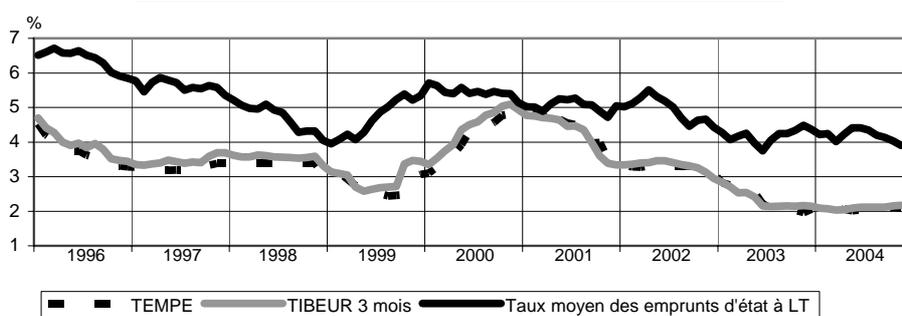
Les onze premiers mois de l'année 2004 n'ont enregistré aucune modification des taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE). Ceux-ci demeurent inchangés depuis juin 2003 à 2,0 % pour le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (REPO), 3,0 % pour le taux de la facilité de prêt marginal et 1,0 % pour celui de la facilité de dépôt.

Depuis le mois de juillet 2003, les taux du marché monétaire oscillent autour de 2 %. L'EONIA (taux moyen pondéré au jour le jour, déterminé par la BCE) s'établit autour de 2% depuis le début de l'année 2004 (même s'il a progressé exceptionnellement jusqu'à 2,53% le 6 juillet 2004 du fait de conditions de liquidité restrictives). Les taux interbancaires à échéance à plus d'un mois (taux TIBEUR ou EURIBOR) se sont légèrement renchéri depuis le mois de juin 2004, traduisant des anticipations de remontée des taux par les marchés.

Les taux d'intérêt à long terme observés en Europe se sont inscrits en baisse sensible depuis le mois de juillet 2004 pour atteindre 3,90% pour le TME (taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme). Ils demeurent légèrement inférieurs aux taux américains à long terme (écart d'environ 0,2 point).

	déc-97	déc-98	déc-99	déc-00	déc-01	déc-02	déc-03	sept-04	oct-04	nov-04
Taux moyen pondéré en euros (TEMPE ou EONIA)	3,3750%	3,0927%	3,0635%	4,8494%	3,3752%	3,0971%	2,0558%	2,0467%	2,1129%	2,0857%
Taux interbancaire offert en euro (TIBEUR ou EURIBOR) - 3 mois	3,691%	3,323%	3,445%	4,933%	3,342%	2,942%	2,146%	2,118%	2,148%	2,171%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)	5,35%	4,05%	5,34%	5,14%	5,05%	4,43%	4,36%	4,13%	4,03%	3,90%

#### Evolution des principaux taux monétaires et obligataires



#### 2.1.2 Taux de base bancaire

La baisse de 0,02 point du taux de base bancaire (TBB) pondéré des cinq banques locales observée en mars 2004, résulte uniquement de la réactualisation de la pondération, intervenant une fois par an au mois de mars. Cette pondération est calculée sur la base du total des opérations de crédits à la clientèle inscrites au bilan des établissements au 31 décembre. En réalité, le taux de référence de chaque banque est resté inchangé depuis décembre 2001. En métropole, le taux de base bancaire a suivi la même évolution et se situe à 6,60 %.

mars-97	mars-98	mars-99	mars-00	mars-01	mars-02	mars-03	sept-03	déc-03	sept-04	oct-04	nov-04
8,21%	8,05%	7,62%	7,10%	7,86%	7,62%	7,59%	7,59%	7,59%	7,57%	7,57%	7,57%

*Nota :* Ces chiffres sont établis à partir des taux de base des 5 banques locales (BFC-OI, BNP PARIBAS, BR, BRED-BP et CRCAMR) pondérés par les encours.

## 2. Rappel des taux

### 2.2 Taux d'intérêt légal

Aux termes de la loi n° 75-619 du 11 juillet 1975 modifiée par la loi du 23 juillet 1989, le taux de l'intérêt légal est fixé pour la durée de l'année civile. Il est égal à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines. Ce taux est appliqué aux créances légales et conventionnelles lorsque aucun autre taux n'a été fixé par écrit. Il est aussi utilisé lorsqu'un contrat stipule son application en cas de non exécution d'une obligation ou retard dans l'exécution de celle-ci (sommes dues, rééchelonnement d'échéances, condamnation d'une décision de justice, etc.). Le taux d'intérêt légal pour l'année 2004 a été fixé à 2,27 % par décret du 13 février 2004.

Année 1990	Année 1991	Année 1992	Année 1993	Année 1994	Année 1995	Année 1996	Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004
9,36%	10,26%	9,69%	10,40%	8,40%	5,82%	6,65%	3,87%	3,36%	3,47%	2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%

### 2.3 Taux de l'usure

La loi pour l'initiative économique n°2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003 a supprimé la notion de taux d'usure pour les prêts accordés aux personnes morales se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte. En matière de crédit professionnel, demeurent soumis à la réglementation sur l'usure les prêts aux entreprises n'ayant pas la personnalité morale telle que les entrepreneurs individuels personnes physiques.

#### 2.3.1 Crédits aux particuliers

Seuils de l'usure applicable à compter de	juil-99	juil-00	juil-01	juil-02	juil-03	juil-04	oct-04	janv-05
<b>Prêts immobiliers</b>								
- Prêts à taux fixe	8,24%	8,64%	9,28%	8,07%	7,59%	6,67%	6,56%	6,63%
- Prêts à taux variable	7,87%	8,07%	9,08%	8,00%	7,04%	5,88%	5,85%	5,84%
- Prêts relais	8,83%	8,99%	9,61%	8,40%	7,76%	6,72%	6,68%	6,56%
<b>Autres prêts</b>								
- Prêts < ou = à 1.524 euros *	17,49%	18,81%	20,83%	20,99%	21,79%	20,73%	20,13%	19,45%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros *	16,25%	16,05%	17,24%	17,20%	17,52%	16,64%	16,21%	16,33%
- Prêts personnels et autres prêts > à 1.524 euros	11,23%	11,23%	11,85%	10,92%	10,63%	9,07%	9,12%	8,85%

\* Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

#### 2.3.2 Crédits aux entreprises

Seuils de l'usure	juil-99	juil-00	juil-01	juil-02	juil-03	juil-04	oct-04	janv-05
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,91%	9,40%	10,35%	9,81%	9,29%	8,40%	8,55%	8,47%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,07%	7,48%	8,48%	7,45%	7,20%	6,00%	6,08%	6,01%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,00%	8,05%	8,88%	8,15%	7,68%	6,41%	6,47%	6,65%
- Découverts en compte *	12,27%	12,59%	12,92%	12,45%	11,55%	10,73%	11,27%	11,71%
- Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à 2 ans	9,63%	9,91%	10,53%	10,59%	9,36%	7,73%	8,20%	7,88%

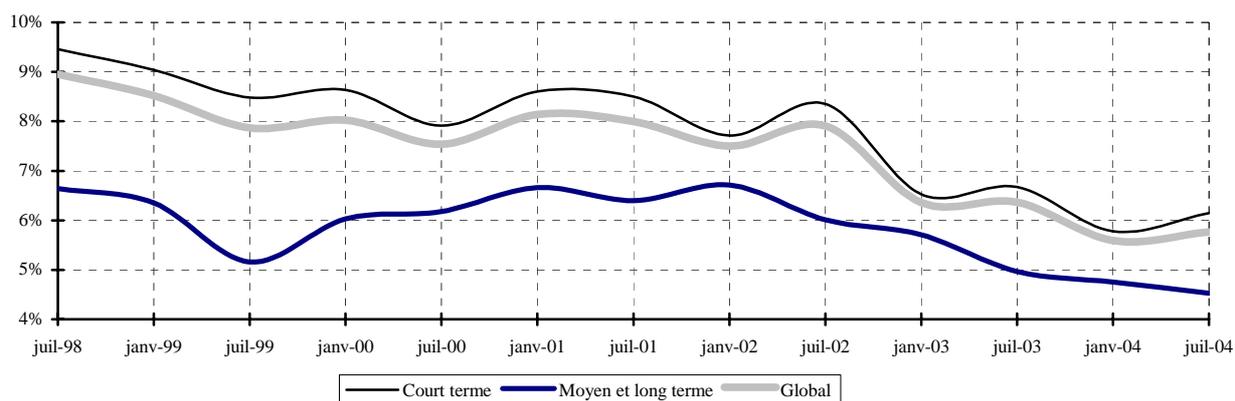
\* Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois (P.F.D.M.).

## 2. Rappel des taux

### 2.4 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises<sup>1</sup>

La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises dans le département fait ressortir une légère augmentation des conditions débitrices moyennes appliquées par les établissements bancaires réunionnais sur le deuxième semestre de l'année 2004.

#### Evolution du coût du crédit aux entreprises



Le taux moyen pondéré global de l'ensemble des crédits octroyés aux entreprises à la Réunion a légèrement progressé (+ 0,17 point) en juillet 2004 pour atteindre 5,76 % contre 5,59 % en janvier 2004. Sur un an, il reste en diminution sensible de - 0,6 point (6,36 % en juillet 2003).

	janv-00	juil-00	janv-01	juil-01	janv-02	juil-02	janv-03	juil-03	janv-04	juil-04
Taux moyen pondéré global	8,02%	7,54%	8,14%	8,00%	7,50%	7,91%	6,36%	6,36%	5,59%	5,76%

Ce renchérissement des conditions débitrices touche plus particulièrement les concours à court terme, dont le taux moyen pondéré progresse de 0,37 point entre janvier 2004 et juillet 2004 (contre une baisse de 0,89 point enregistré au semestre précédent) pour atteindre 6,15 % au mois de juillet 2004. Alors que les taux appliqués aux opérations d'escompte commercial se réduisent de 0,27 point sur la période, les taux appliqués aux découverts et aux autres crédits à court terme augmentent respectivement de 0,81 point et de 0,79 point.

Inversement, le taux moyen pondéré des crédits à moyen et long terme diminue pour sa part légèrement (- 0,22 point entre juillet 2004 et janvier 2004 après - 0,21 point le semestre précédent) pour atteindre 4,53 % en juillet 2004 (contre 4,75 % en janvier 2004).

En métropole, l'évolution des conditions débitrices à fin avril 2004, date de la dernière enquête de la Banque de France, fait ressortir une légère augmentation par rapport à janvier 2004, à l'exception de l'escompte commercial. Les taux moyens observés pour les différentes catégories de crédits à court terme s'établissent en moyenne à 3,68 % pour l'escompte commercial, 3,90 % pour les découverts, 3,21 % pour les autres crédits à court terme et 3,45 % pour les crédits à moyen et long terme.

<sup>1</sup> Enquête semestrielle menée par l'IEDOM auprès des cinq banques locales (Bfcoi, Bnp Paribas, Br, Bred-Bp et Crcamr)

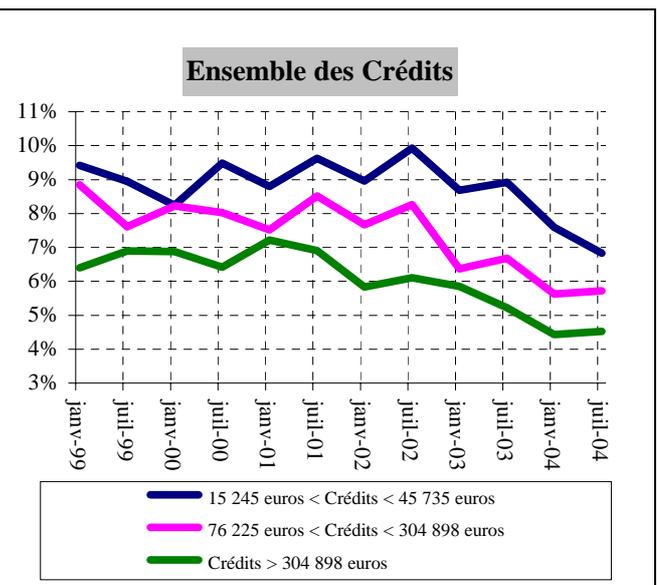
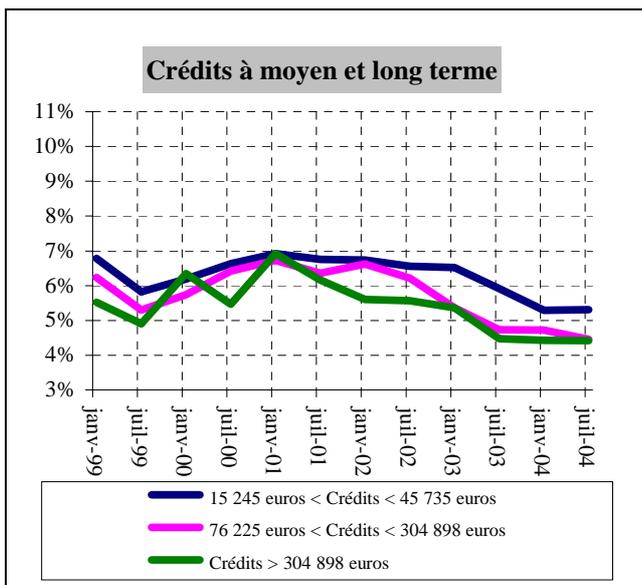
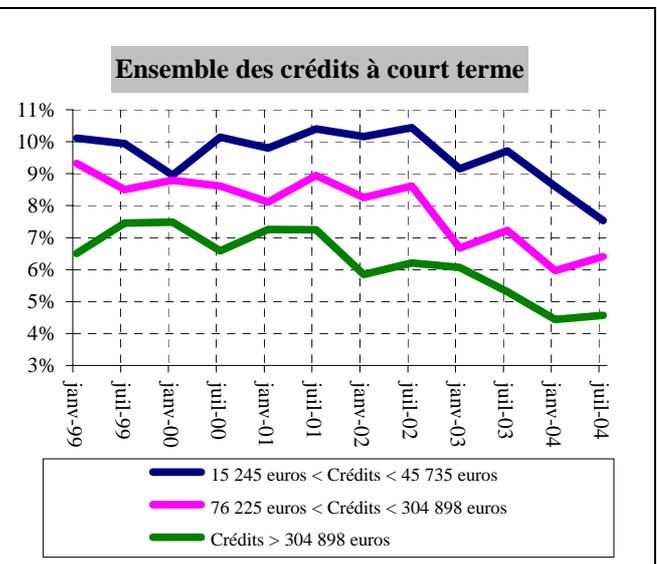
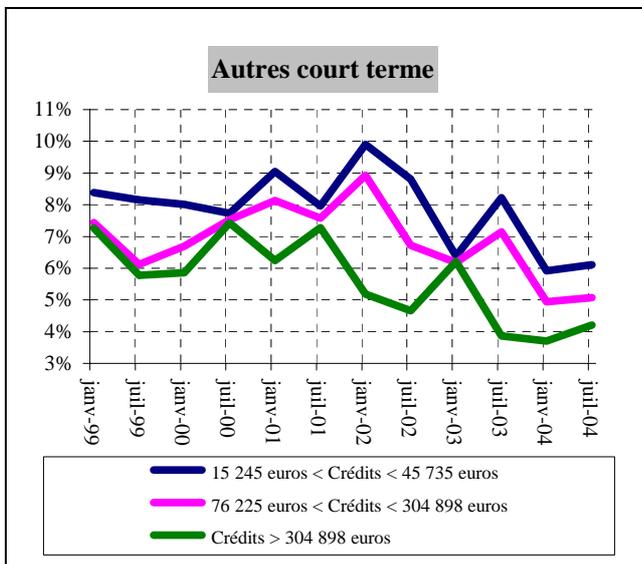
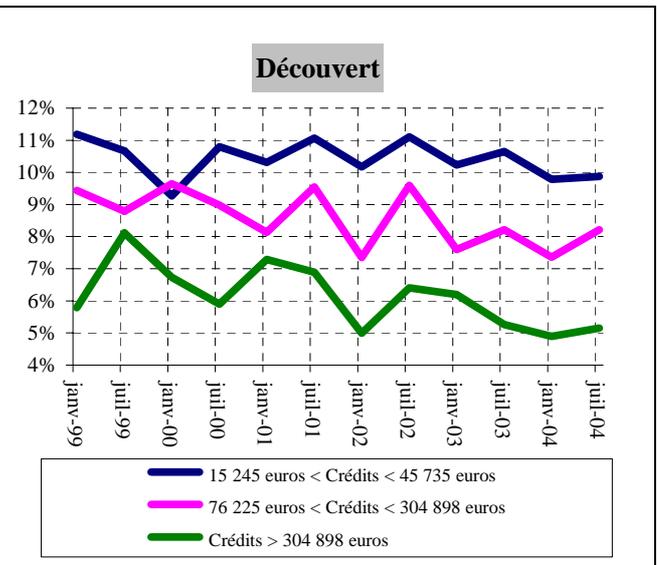
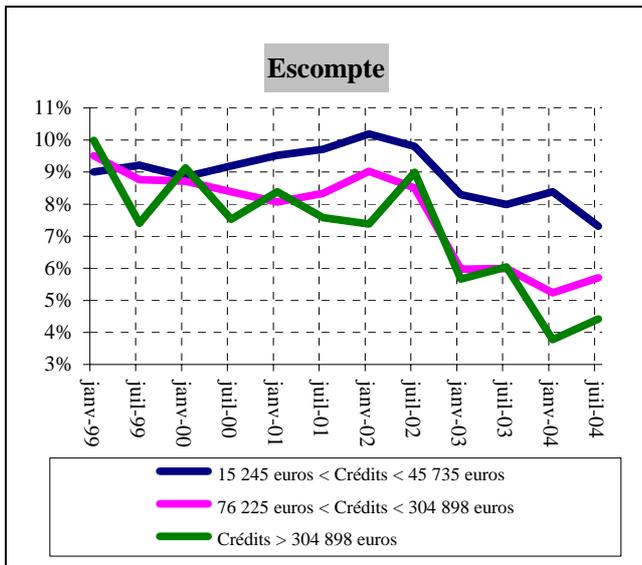
Taux moyens	07-00	01-01	07-01	01-02	07-02	01-03	07-03	01-04	07-04
<b>Escompte</b>									
. Réunion	8,06	8,76	8,39	7,90	9,39	6,40	6,34	5,58	5,30
. Métropole	5,90	6,13	5,90	5,14	5,11	4,82	4,14	4,18	3,68
<i>Ecart</i>	<b>2,16</b>	<b>2,63</b>	<b>2,49</b>	<b>2,76</b>	<b>4,28</b>	<b>1,58</b>	<b>2,20</b>	<b>1,40</b>	<b>1,62</b>
<b>Découvert</b>									
. Réunion	7,91	9,03	8,92	8,22	8,59	6,65	7,12	6,22	7,03
. Métropole	6,38	6,15	5,90	4,94	5,29	4,84	4,21	3,53	3,90
<i>Ecart</i>	<b>1,53</b>	<b>2,88</b>	<b>3,02</b>	<b>3,28</b>	<b>3,30</b>	<b>1,81</b>	<b>2,91</b>	<b>2,69</b>	<b>3,13</b>
<b>Autres crédits à court terme</b>									
. Réunion	7,48	7,05	7,48	5,94	6,15	6,32	5,37	4,23	5,02
. Métropole	5,15	5,33	5,22	4,11	4,11	3,88	3,44	3,17	3,21
<i>Ecart</i>	<b>2,33</b>	<b>1,72</b>	<b>2,26</b>	<b>1,83</b>	<b>2,04</b>	<b>2,44</b>	<b>1,93</b>	<b>1,06</b>	<b>1,81</b>
<b>Crédits à moyen et long terme</b>									
. Réunion	6,18	6,66	6,40	6,71	6,01	5,71	4,96	4,75	4,53
. Métropole	5,61	5,83	5,63	5,12	4,99	4,65	4,19	3,42	3,45
<i>Ecart</i>	<b>0,57</b>	<b>0,83</b>	<b>0,77</b>	<b>1,59</b>	<b>1,02</b>	<b>1,06</b>	<b>0,77</b>	<b>1,33</b>	<b>1,08</b>

Nota : Les derniers taux moyens disponibles pour la métropole (source Banque de France) correspondent à l'enquête d'avril 2004.

Les écarts de taux avec la métropole se sont accentués pour les crédits à court terme, notamment les découverts (écart de 3,13 points) et les autres crédits à court terme (écart de 1,81 point). En revanche, pour les crédits à moyen et long terme, le différentiel de taux avec la métropole s'est réduit pour atteindre 1,08 point en juillet 2004 contre 1,33 point en janvier 2004. Toutefois, l'interprétation de ces écarts doit être nuancée car le montant moyen des concours qui composent l'échantillon étudié par la Banque de France est logiquement supérieur à celui de l'échantillon IEDOM, le tissu économique métropolitain comptant des entreprises de plus grande taille. En effet, la sensibilité des taux d'intérêts au montant est forte, avec des différences de plus de 3 points entre les crédits de moins de 15 000 euros et ceux de plus de 300 000 euros.

	Par tranches de montant en euros					Global (taux moyen)
	< 15 245	> 15 245 et < 45 735	> 45 735 et < 76 225	> 76 225 et < 304 898	> 304 898	
<b>Escompte</b>						
Taux moyen	6,80%	7,31%	7,02%	5,71%	4,42%	5,30%
minimum	3,42%	3,67%	2,52%	2,49%	2,52%	
maximum	8,67%	10,56%	8,67%	7,73%	7,73%	
<b>Découvert</b>						
Taux moyen	10,13%	9,87%	9,26%	8,21%	5,16%	7,03%
minimum	5,61%	3,62%	3,87%	3,61%	3,79%	
maximum	10,70%	10,70%	10,56%	10,70%	8,40%	
<b>Autres court terme</b>						
Taux moyen	6,86%	6,11%	5,62%	5,07%	4,21%	5,02%
minimum	2,67%	3,05%	2,86%	3,02%	3,06%	
maximum	10,73%	10,73%	10,73%	10,73%	6,73%	
<b>Moyen et long terme</b>						
Taux moyen	5,45%	5,30%	4,85%	4,46%	4,42%	4,53%
minimum	2,34%	2,30%	2,11%	2,85%	2,38%	
maximum	9,72%	7,79%	6,41%	6,08%	6,42%	
<b>Taux global</b>						
Taux moyen	7,83%	6,83%	6,91%	5,72%	4,53%	5,76%
minimum	2,34%	2,30%	2,11%	2,49%	2,38%	
maximum	10,73%	10,73%	10,73%	10,73%	8,40%	

L'analyse des taux moyens pratiqués en fonction des tranches de montant des crédits accordés fait apparaître une évolution à la baisse pour les crédits de faibles montants. Les conditions débitrices pratiquées par l'ensemble des établissements de crédit diminuent ainsi de 0,6 à 0,7 point pour les concours de montants inférieurs à 76.225 euros tandis qu'elles progressent très légèrement (+ 0,09 point) pour les concours d'un montant supérieur.



### ***3. Monnaie Fiduciaire***

---

### 3. Monnaie Fiduciaire

#### 3.1 Emission de billets euros

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours en France métropolitaine, dans le cadre du système européen de banques centrales depuis le passage à l'euro fiduciaire du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Au 30 septembre 2004, l'émission nette cumulée de billets euros à la Réunion s'élève à 15,4 millions de billets (contre 12,2 millions de billets émis à fin septembre 2003), représentant une valeur totale de 854 millions d'€ (635 millions d'€ à fin septembre 2003), toutes coupures confondues. L'année 2004 aura été marquée par un recul du volume en circulation pour les petites coupures, à savoir les 20 € (- 15,2 % par rapport entre décembre 2003 et septembre 2004), les 10 € (- 10,7 %) et les 5 € (- 3,4 %), compensée par la hausse des volumes émis pour les coupures de 50 € (+ 16,3 % par rapport entre décembre 2003 et septembre 2004), de 100 € (+ 20,4 %), de 200 € (+ 13,1 %) et de 500 € (+ 18,0 %).

La coupure de 50 euros demeure la plus répandue (33,7 % du nombre total en septembre 2004 contre 22,6 % en septembre 2002 et 18,1 % à la mise en circulation de l'euro) devant la coupure de 20 euros (23,1 % en septembre 2004 contre 35,5 % en septembre 2002 et 40,6 % en janvier 2002). En valeur, la coupure de 100 euros représente 35,0 % de la masse fiduciaire en billets, contre 29,9 % en septembre 2002 et 18,0 % seulement en janvier 2002.

**Emissions nettes cumulées de billets (\*)**  
en millions d'euros



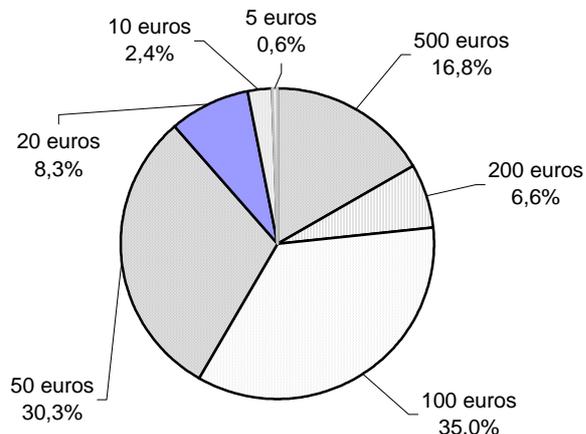
**Emissions nettes cumulées de billets**  
en milliers d'unités



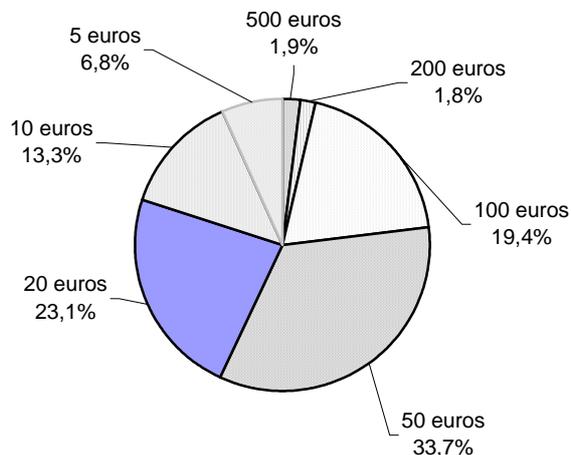
(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente, le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

#### Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de billets euros à fin septembre 2004

**Répartition en valeur**



**Répartition par quantité**



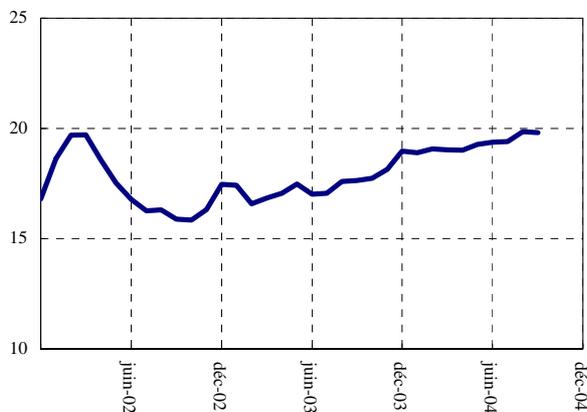
### 3. Monnaie Fiduciaire

#### 3.2 Emission de pièces euros

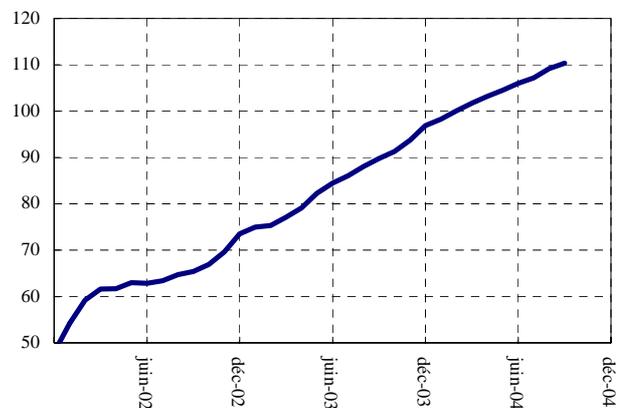
L'émission de **pièces métalliques en euros** est également assurée par l'IEDOM, agissant pour le compte du Trésor public.

A fin septembre 2004, l'émission nette de pièces euros s'élève à 110 millions d'unités pour une valeur de 19,8 millions d'€ Concernant la répartition des pièces par coupure, il convient de noter la forte proportion de pièces de 1 et 2 centimes (53,8 % du nombre total en septembre 2004 contre 45,8 % en septembre 2002), dont le taux de retour est d'ailleurs pratiquement nul. La pièce de 2 euros représente pour sa part 42,1 % des émissions nettes en valeur (42,8 % en septembre 2002).

**Emissions nettes cumulées de pièces**  
en millions d'euros



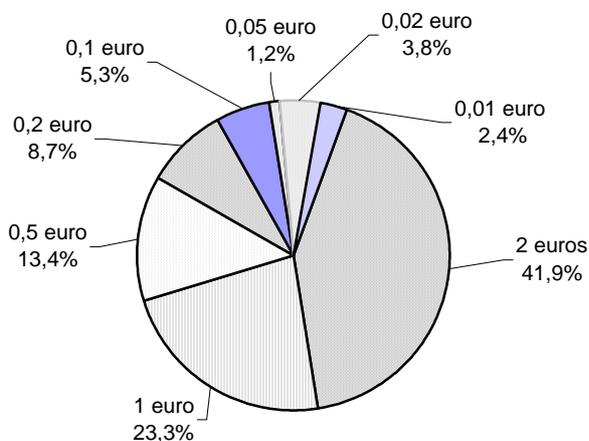
**Emissions nettes cumulées de pièces**  
en millions d'unités



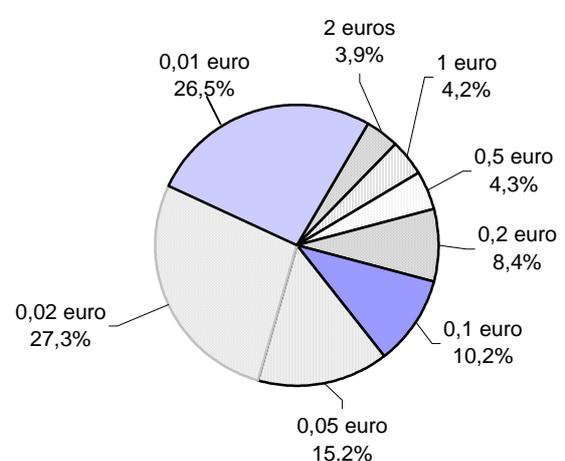
(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente, le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

#### Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de pièces euros à fin septembre 2004

**Répartition en valeur**



**Répartition par quantité**



# Liste des publications

Prix

€

## A. Publications périodiques

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (abonnement 12 mois)	
envoi par internet	Gratuit
envoi papier	45,00
- Le bulletin trimestriel de conjoncture	
fascicule géographique	8,00
abonnement annuel à un fascicule géographique (4 numéros)	30,00
six fascicules géographiques reliés	40,00
abonnement aux six fascicules géographiques reliés (4 numéros)	100,00
- Le rapport annuel	
fascicule géographique	12,50
collection complète (six fascicules géographiques + rapport d'activité de l'IEDOM)	65,00

## B. Les études sectorielles

- Le système productif dans les DOM 2000-2001	8,00
- Le BTP et le commerce dans les DOM 2000-2001	8,00

## C. Les notes expresses

N° 19 - La formation du PNB des banques en Guyane	
N° 18 - La filière bois en Guyane	
N° 17 - Impact de l'Euro sur l'activité des changeurs manuels en Martinique	
N° 16 - Le crédit aux entreprises et collectivités à la Réunion en 2003	
N° 15 - Le marché automobile à la Guadeloupe	
N° 14 - Les crédits accordés aux sociétés non financières à la Martinique de 1996 à 2002	Gratuit
N° 13 - 1993-2002: 10 ans de financement bancaire des entreprises en Guyane	
N° 12 - Impact passage à l'euro sur l'activité des changeurs manuels en Guyane	
N° 11 - La filière rizicole de Guyane	
N° 10 - Incidents de paiement sur chèques, sur crédits aux entreprises et droit au compte	
N° 09 - La répartition des encours de crédits déclarés dans les Départements et Collectivités territoriales d'Outre-Mer	

## D. Les Notes de l'Institut d'émission

Parution	Intitulé	
10/2004	L'activité bancaire dans les DOM en 2003 – conditions d'exploitation et coût du crédit.	8,00
06/2004	Le secteur du rhum à la Martinique	8,00
01/2004	Le tourisme à la Réunion	8,00
12/2003	Les relations commerciales économiques et financières des DOM avec leur environnement régional	8,00
09/2003	Les conditions d'exploitation de l'activité bancaire. Le coût du crédit aux entreprises dans les DOM en 2002	8,00
09/2003	L'activité bancaire dans les DOM en 2002	8,00
09/2003	Le coût du crédit et les résultats des établissements de crédit dans les DOM à fin 2001	8,00
09/2003	La coopération régionale à la Réunion - Enjeux économiques et réalité	8,00
03/2003	Etude comparative des délais de paiement et du crédit inter-entreprises dans les DOM et en métropole	8,00
12/2002	Le tourisme en Guadeloupe – Etat des lieux et enjeux économiques	8,00

Pour toute information sur les modalités d'acquisition de ces publications, il convient de s'adresser au service des études de l'IEDOM (☎ 02.62.90.71.28 - 📠 02.62.21.41.32 - @ : ntaochy@iedom-reunion.fr). A l'exception des abonnements au bulletin trimestriel de conjoncture ou à la lettre mensuelle de l'Institut d'émission, les tarifs indiqués ne tiennent pas compte des éventuels frais d'expédition.

*- Dépôt légal : n° 121- Décembre 2004 -*

Directeur de la publication : **A. VIENNEY**  
Responsable de la rédaction : **H. DOGNIN**  
Editeur et imprimeur : **IEDOM**  
Achevé d'imprimer à Saint-Denis le 12 janvier 2005